



Assemblée générale

Distr. générale
9 février 2001
Français
Original: anglais/chinois/espagnol/
français

Cinquante-cinquième session

Point 166 de l'ordre du jour

**Élection de juges du Tribunal international chargé
de poursuivre les personnes présumées responsables
de violations graves du droit international humanitaire
commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

Curriculum vitae des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Curriculum vitae	3
Agius Carmel A.	3
Banda Richard Allen	13
El Mahdi Mohamed Amin El Abbassi	15
Fassi Fihri Mohamed El Habib	17
Hunt David Anthony	18
Jorda Claude	20
Kwon O-gon	24
Liu Daqun	27
Mahbouli Abderraouf	30
May Richard George	34
Meron Theodor	39
Mumba Florence Ndepele Mwachande	46
Nieto-Navia Rafael	50

Ntahompagaze Leopold	54
Orie Alphonsus Martinus Maria	56
Pocar Fausto.	61
Rahetlah Jonah.	67
Robinson Patrick Lipton	69
Rodrigues Almiro Simões.	77
Schomburg Wolfgang	81
Shahabuddeen Mohamed	84
Stylianides Demetrakis	88
Theilin Krister.	89
Vassylenko Volodymyr	91
Vohrah Karam Chand	95

I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les curriculum vitae des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour pourvoir les postes de juge permanent du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1er janvier 1991. On trouvera, dans un mémorandum du Secrétaire général (A/55/769), la liste de ces candidats et un exposé des procédures de vote que doit suivre l'Assemblée.

II. Curriculum vitae

Agius Carmel A. **(Malte)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 18 août 1945 à Malte

Formation universitaire

- 1969 Doctorat en droit (LL. D), Université de Malte.
- 1968 Diplôme de notaire public, Université de Malte.
- 1964 Licence en anglais, italien et économie, Université de Malte.

Activités professionnelles

Activités judiciaires

Activités principales

- 1999 Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye.
- 1995 Président de la Cour par intérim en l'absence du Président titulaire.
- 1994 Représentant élu de la magistrature, Commission constitutionnelle pour l'administration de la justice.
- 1992 Membre de l'autorité ayant pouvoir réglementaire des cours et tribunaux.
- 1983 Premier juge du Tribunal constitutionnel de Malte.
- 1983 Premier juge de la Cour d'appel de Malte.
- 1983 Premier juge de la chambre criminelle de la Cour d'appel de Malte.
- 1982-1984 Président du Tribunal pénal de Malte.
- 1982 Nommé juge des tribunaux supérieurs de Malte.
- 1977-1982 Président, tribunaux de première instance, tant pour les affaires pénales que civiles.
- 1977 Nommé juge des tribunaux de première instance.

Activités secondaires

- 1998 Président de la Commission sur l'enregistrement des dépositions d'enfants.
- 1996 Représentant de la magistrature maltaise à la dixième Conférence des tribunaux constitutionnels européens, Budapest, devant laquelle il a présenté deux rapports nationaux (voir « Publications »).
- 1995 Représentant du Président de la Cour, sixième Conférence des juges en chef des pays membres du Commonwealth, Ottawa.
- 1995 Représentant de la Cour d'appel, septième Conférence internationale des juges de cour d'appel, Ottawa.
- 1995 Représentant de la Cour d'appel et du Tribunal constitutionnel, cinquième Congrès de l'Association internationale des hautes juridictions administratives, Rome; a présenté un rapport national.
- 1992 Orateur principal, Séminaire sur les politiques en matière de sanction pénale, Malte.
- 1992 Représentant de la magistrature maltaise, Séminaire sur le crime organisé et les méthodes employées pour lutter contre la criminalité organisée – Expérience judiciaire, Centro internazionale Magistrati Luigi Severini, Perouge, Italie.
- 1990-1997 Représentant de la magistrature maltaise, réunions de l'Association européenne des magistrats, Prague (2000), Porto (1998), Ljubljana (1998), Milan (1997), Bratislava (1996), Vienne (1994), Séville (1992), Crans-Montana (1991), Helsinki (1990).
- 1990 Fondateur et organisateur de la Section maltaise de l'Association européenne des magistrats.
- 1990 Membre du jury d'examen des candidats à l'exercice de la fonction d'avocat à Malte.
- 1989 Participant à la réunion conjointe avec l'Assemblée plénière de la Cour européenne des droits de l'homme en qualité de membre du Tribunal constitutionnel de Malte.
- 1988 Représentant de la magistrature maltaise, Conseil central et première Commission d'examen de l'Association internationale des magistrats, Porto (1998), Amsterdam (1996), Tunis (1995), Athènes (1994), Séville (1992), Crans-Montana (1991), Helsinki (1990), Berlin (1988); a présenté des rapports nationaux. Lors de la réunion de Berlin, a également été chargé de présenter le dossier de candidature de la magistrature maltaise en vue de son adhésion à l'Association internationale des magistrats.
- 1988 Fondateur et organisateur de la Section maltaise de l'Association internationale des magistrats.
- 1980-1982 Président, Board of Special Commissioners for Death and Donation Duty.

Activités juridiques menées hors du cadre judiciaire

- 2000 Orateur invité à la Conférence sur le droit international humanitaire pour le Comité de droit international du barreau de Philadelphie.
- 2000 Chargé de cours invité sur le droit international humanitaire, faculté de droit de Rutgers University, Camden, NJ, États-Unis d'Amérique.
- 2000 Chargé de cours sur les droits de l'homme et le tribunal pénal international (maîtrises en droits de l'homme et démocratisation), cours destiné aux spécialistes des pays méditerranéens et européens organisés par l'Université de Malte avec l'appui de l'Union européenne.
- 2000 Participant, orateur, Conférence internationale sur la peine de mort, Palerme.
- 2000 Participant, présentation d'un rapport, Conférence intergouvernementale européenne sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Rome.
- 2000 Chef adjoint de la délégation maltaise, dixième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Vienne.
- 2000 Participant, réunion informelle intersessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale sur la définition des crimes, Syracuse, Italie.
- 1999 Conférencier, Séminaire sur la prévention et le contrôle de la corruption – Institut international du droit du développement, Rome.
- 1999 Organisateur et Président de la treizième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal sur la fraude commerciale et financière, Malte.
- 1999 Représentant nommé/Conseiller du Gouvernement maltais au Comité préparatoire de la Cour pénale internationale.
- 1999 Participant, réunion informelle intersessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale sur le règlement de procédure et de preuve, Syracuse, Italie.
- 1999 Chef de la délégation du Gouvernement maltais, Comité intergouvernemental spécial chargé d'élaborer une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée, Vienne.
- 1999 Consultant auprès du Haut Commissariat pour les droits de l'homme, Séminaire sur les droits de l'homme et la procédure pénale, Katmandou.
- 1998 Premier membre maltais élu à l'Institut de droit américain.
- 1998 Chef de délégation par intérim et Conseiller du Gouvernement maltais, Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, Rome.
- 1998 Participant à la douzième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal, Bridgetown, Barbade.

- 1998 Participant, treizième Colloque sur l'informatique juridique organisé par le Conseil de l'Europe, Vienne.
- 1998 Participant, présentation d'un rapport, devant le quarante-deuxième Congrès international sur l'alcoolisme et la pharmacodépendance de l'Institut international pour la prévention et le traitement des dépendances, Malte.
- 1997 Nommé en tant que deuxième candidat du Gouvernement maltais à l'élection du juge de la nouvelle Cour européenne des droits de l'homme.
- 1997 Nommé représentant du Gouvernement maltais au Comité préparatoire pour la création d'une cour pénale internationale; a assisté aux réunions du Comité qui ont eu lieu en décembre 1997 et en mars 1998.
- 1997 Participant, réunion informelle et intersessions d'experts de la Cour pénale internationale sur la « coopération internationale », Syracuse, Italie.
- 1997 Participant au Séminaire sur la pédophilie, Institut supérieur international des sciences criminelles, Syracuse, Italie.
- 1997 Représentant de l'Association européenne des magistrats, vingt-septième Colloque du Conseil de l'Europe sur le droit européen concernant les problèmes juridiques de la filiation, Malte.
- 1997 Présentation d'un rapport, Conférence internationale pour la création d'un tribunal pénal international permanent parrainé par la Fondation No Peace Without Justice et le Gouvernement maltais, Malte.
- 1997 Coordonnateur et principal orateur, Conférence internationale sur la mise en liberté surveillée, Institut régional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Secrétariat du Commonwealth et Université de Malte, Malte.
- 1997 Membre élu, Conseil d'administration de la Société internationale pour la réforme du droit pénal.
- 1997 Président de la session, dixième Conférence de la société internationale pour la réforme du droit pénal, Londres.
- 1996 Représentant de la magistrature maltaise, Conférence sur le droit des pays du Commonwealth, Vancouver, Canada.
- 1996 Participant au vingt-sixième Colloque sur le droit européen, Conseil de l'Europe, Stockholm.
- 1996 Participant à la dixième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal, Whistler, Colombie britannique, Canada.
- 1996 Participant à un séminaire sur l'enfance maltraitée, Institut international des hautes études en sciences pénales, Noto, Italie.
- 1995 Chef adjoint de la délégation maltaise, neuvième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire.

- 1995 Participant au Séminaire sur l'introduction au droit de la communauté européenne, Institut européen d'administration publique, Luxembourg.
- 1995 Coordonnateur et orateur principal, Séminaire sur la criminalité et la justice pénale dans la région de la Méditerranée : « Promotion of Informed Decision-making and International Cooperation », Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et Centre de criminologie de l'Université de Malte, Malte.
- 1994 Chef de la délégation, deuxième réunion du Mediterranean Group on Crime Prevention, Malte.
- 1994 Chef de la délégation, réunions annuelles du Comité d'experts sur l'informatique juridique, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.
- 1993 Coordonnateur universitaire, orateur principal et président de la session, Conférence internationale sur la criminalité transfrontière – La coopération internationale sous un angle euroméditerranéen, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Malte.
- 1993 Participant à un séminaire sur les médias, la justice et la criminalité, Institut international des hautes études en sciences pénales, Noto, Italie.
- 1993 Participant, cinquième Congrès international sur l'informatique juridique, Cour suprême italienne, Rome.
- 1992-2000 Chef de la délégation maltaise pour les neuf réunions annuelles de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne.
- 1992 Nommé Représentant permanent du Gouvernement maltais auprès de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
- 1992 Présentation d'un rapport lors de la table ronde intersessions organisée pendant la réunion du Comité de recherche sur les études judiciaires comparées de l'Association internationale de sciences politiques, Forlì, Italie.
- 1992 Président, jury d'examen des candidats à l'exercice de la fonction de notaire public.
- 1991 Chef de la délégation maltaise, première réunion du Groupe de travail interministériel des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, Vienne.
- 1991 Président de la session, Séminaire sur les troubles mentaux et la criminalité, Institut Philippe Pinel de l'Université de Montréal, Castelvechio Pascoli, Italie.
- 1990 Chef de la délégation maltaise, huitième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane.
- 1990 Orateur principal, Séminaire international sur les techniques de contre-interrogatoires, Associations des barreaux pénaux de Bari et Brindisi, Selva di Fasano, Italie.

- 1988 Participant, quatrième Congrès international sur l'informatique juridique, Cour suprême italienne, Rome.
- 1987 Président du Comité de l'informatique juridique des tribunaux maltais.
- 1985 Chef de la délégation maltaise, septième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan.
- 1985 Orateur principal, Forum sur la confidentialité des archives, Comité d'études approfondies, Université de Malte.
- 1984 Orateur principal, Forum sur les aspects juridiques de la toxicomanie et de la lutte contre les drogues, Comité d'études approfondies, Université de Malte.
- 1970-1977 Exercice libéral de la profession d'avocat à Malte.

Autres activités professionnelles et universitaires

- 1998 Membre du Comité de rédaction du *Mediterranean Journal of Human Rights* publié par la Foundation for International Studies et la faculté de droit de l'Université de Malte.
- 1996-1999 Vice-Chancelier de l'Université de Malte et Président du Conseil de l'Université.
- 1996-1999 Membre du Conseil d'administration de la Foundation for International Studies, Malte.
- 1996 Conférencier occasionnel sur les droits de l'homme et la procédure, faculté de droit, Université de Malte.
- 1996 Chargé de cours à temps partiel, « Comparative Correctional Law », diplôme d'études en matières correctionnelles, Centre de criminologie, Université de Malte.
- 1995 Participant, Réunion annuelle de l'American Society of Criminologists, Boston.
- 1994 Conférencier invité, « The Humanization of Public International Law », Mediterranean Academy of Diplomatic Studies, Université de Malte.
- 1994 Conférencier, « Some Comments on the International Law Commission's 1991 Draft Code of Crimes against the Peace and Security of Mankind », Conférence internationale sur la criminalité transfrontière et la coopération internationale dans une perspective européenne, UNICRI, Malte.
- 1992-1993 Conférencier invité, « The Status of the Individual under Public International Law », Academy of Diplomatic Studies, Université de Malte.
- 1992 Représentant du Ministère de la justice, Conseil de l'Institut d'études médico-légales, Université de Malte.
- 1992 Consultant auprès de l'Université de Malte pour l'enseignement de la criminologie.
- 1992 Chargé de cours à temps partiel en criminologie, Université de Malte.

- 1991 Chargé de cours, cours de formation en droits de l'homme et en prévention de la criminalité pour les officiers de la police et de l'armée, Direction pour la prévention du crime et la justice pénale, Institut inter-régional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et Foundation for International Studies de l'Université de Malte.
- 1979 Examineur externe en droit public international, en droit constitutionnel, en droit pénal et en procédure pénale, Université de Malte.

Activités publiques

- 1977 Président de plusieurs commissions d'enquête établies par divers gouvernements successifs en vertu de la loi intitulée *Inquiries Act, 1977*, afin d'enquêter sur des allégations d'irrégularités dans les affaires publiques.
- 1977-1980 Président du Public Transport Labour Board.

Autres activités

- 1968-1969 Président du Conseil des représentants étudiants, Université de Malte.
- 1964-1968 Secrétaire général du Conseil des représentants étudiants, Université de Malte.

Publications et autres travaux

Articles publiés

- 1999 « Giovanni Elio Longo – Personal Reminiscences », paru dans *Judicial Independence Today – Liber Amicorum, en hommage au juge Giovanni E. Longo*, (1999), Giuffrè Editore.
- 1998 « For an Effective International Law: From the Preparatory Committee to the Diplomatic Conference for the Establishment of an International Criminal Court – The Commitment of the International Community », texte rédigé en collaboration avec le professeur David Attard à l'occasion de la Conférence internationale pour la création d'une cour pénale internationale permanente, Malte (juin 1997), dans le cadre de la campagne intitulée « No Peace Without International Justice » visant à la création d'une cour pénale internationale avant l'année 1998, Malte, paru dans *Towards the Establishment of a Permanent International Criminal Court, Mediterranean Journal of Human Rights*, vol. 2, No 1, 1998, Foundation for International Studies.
- 1997 « Report of the Maltese Constitutional Court on Freedom of Expression with Special Regard to Mass Media Regulations in the Jurisprudence of the Constitutional Court », texte rédigé pour la dixième Conférence des cours constitutionnelles européennes, Budapest (1996), paru dans *Freedom of Expression in the Jurisprudence of Constitutional Courts – National Reports*, vol. II, sous la direction de Peter Paczolay et de Botond Bitskey, Cour constitutionnelle de Hongrie, Budapest.

- 1997 « Report of the Maltese Constitutional Court on the Notion of Separation of Powers regarding the Constitutional Court's Jurisdiction in Malta », texte rédigé pour la dixième Conférence des cours constitutionnelles européennes, Budapest (1996), paru dans *Separation of Powers in the Jurisprudence of Constitutional Courts – National Reports*, vol. III, sous la direction de Peter Paczolay et de Botond Bitskey, Cour constitutionnelle de Hongrie, Budapest.
- 1995 « The Judiciary and Politics in Malta » – texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger, présenté à la rencontre de la table ronde provisoire du Comité de recherche en études judiciaires comparées, de l'Association internationale de science politique, Forli, Italie (1992), paru dans *The Global Expansion of Judicial Power*, sous la direction de C. Neal Tate et de Torbjörn Vallinder, New York University Press.
- 1995 *Criminal Justice Policies in Malta* : Rapport national de Malte à la neuvième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire (1995), Government Printing Press, Malte.
- 1993 « Significant Landmarks in the History of the Development of Human Rights and Fundamental Freedoms in Malta », texte paru dans *Human Rights and Crime Prevention*, UNICRI, Rome.
- 1992 « The Protection of Judges from External Political, Economical and Social Influences and from Violence – The Malta Experience » – texte rédigé pour la première Commission d'étude de l'Association internationale des juges, Helsinki (1990), paru dans *The 33rd Meeting of the International Association of Judges – National Reports*, sous la direction de Hannu Kiuru, Association des juges finlandais, Helsinki.
- 1990 *Criminal Justice in Malta* : Rapport national de Malte à la huitième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane (1990) – Government Printing Press, Malte.

Travaux en cours

« The Criminal Justice System of Malta », texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger, destiné à faire partie d'une série de documents sur les systèmes juridiques pénaux d'Europe et d'Amérique du Nord que publie l'Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'ONU.

« The Maltese Legal System », texte destiné à paraître dans « Legal Systems of the World: A Political, Social, and Cultural Encyclopedia » que doit publier ABC-CLIO de Santa Barbara, États-Unis d'Amérique.

« A Restatement of Victim's Rights in International Criminal Law as a result of the Rome Statute of the International Criminal Court », à paraître dans l'*International Criminal Law Forum*.

« The Right to a Fair Hearing as protected by the Rome Statute of the International Criminal Court », à paraître dans le *Mediterranean Journal of Human Rights*.

Sous presse

« Ratification and Implementation of the Rome Statute – Malta’s Approach, European Intergovernmental Conference on the Rome Statute of the International Criminal Court », Rome – texte publié par No Peace Without Justice.

Autres travaux

- 1999 « Maltese Law and Commercial Fraud », treizième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal en matière de fraudes commerciales et financières, Malte.
- 1998 « Drug Abuse, Criminal Behaviour and Punishment : Balancing Punishment, Deterrence and Societal Reintegration », Malte.
- 1996 « Limitations in the Protection of Human Rights in Malta », texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger pour la rencontre de la table ronde provisoire du Comité de recherche en études judiciaires comparées de l’Association internationale de science politique, Sherbrooke, Canada.
- 1994 « The Administration of the Judiciary in Malta », texte rédigé pour la rencontre de la première Commission d’études de l’Association internationale des juges, Athènes.
- 1994 « The Judiciary and Political Corruption in Malta » – texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger pour la rencontre de la table ronde provisoire du Comité de recherche sur les études judiciaires comparées de l’Association internationale de science politique, Florence.
- 1992 « La Donna Nelle Attivita’Intellettuali » – discours liminaire du trente-huitième Séminaire du Centro Internazionale Magistrati Luigi Severini, Pérouse, Italie.
- 1992 « The Rationale of Judicial Decisions in Civil Cases under the Maltese System », texte rédigé pour la rencontre de la première Commission d’étude de l’Association internationale des juges, Séville, Espagne.
- 1991 « Methods of Elaboration of Judicial Decisions in Malta » – texte rédigé pour la rencontre de la première Commission d’étude de l’Association internationale des juges, Crans-Montana, Suisse.
- 1990 « The Art of Cross-Examination in Criminal Proceedings in Malta » – Séminaire international sur les techniques de contre-interrogatoire, Selva di Fasano, Italie.

Langues**Langue maternelle**

Maltais : Lit, écrit et parle couramment.

Autres langues

Anglais : Lit, écrit et parle couramment.

- Italien : Lit, écrit et parle couramment.
- Français : Possède une connaissance de niveau de travail pour la lecture et de niveau de débutant pour la conversation et l'écriture, mais peut généralement suivre une conversation.
- Espagnol : Possède une connaissance de niveau de travail pour la lecture et la conversation et de niveau de débutant pour l'écriture, mais peut généralement suivre une conversation.

Autres renseignements pertinents

Bourses, distinctions honorifiques et subventions

- 2000 (CIES) Subvention de recherche Fullbright pour universitaires. Invité, à Rutgers University School of Law, Camden, NJ, États-Unis d'Amérique.
- 1999 Médaille pour services rendus remise par la Société internationale pour la réforme du droit pénal.
- 1993 Invité du professeur M. Cherif Bassiouni, De Paul University (Human Rights Law Institute) (Chicago), pour présenter une série de deux conférences consistant en une étude comparée de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme avec celle de la Cour constitutionnelle de Malte et de la Cour suprême des États-Unis en ce qui concerne la liberté d'expression.
- 1992 Invité du professeur Walter M. Murphy, titulaire de la chaire McCormick de jurisprudence au Department of Politics de Princeton University, New Jersey, pour présenter une conférence portant sur l'examen judiciaire à Malte, dans le cadre du Colloque sur le constitutionnalisme.
- 1988 Services américains d'information (Programme de visiteurs), pour étudier le système de traitement des données juridiques en place dans plusieurs tribunaux et cabinets d'avocats américains et pour rencontrer les membres de la magistrature.
- 1988 Rencontre privée avec le juge en chef émérite Warren Burger de la Cour suprême des États-Unis.
- 1988 Boursier du Gouvernement britannique, Programme de visiteurs, pour étudier les systèmes de traitement des données juridiques en place dans les tribunaux du district de Londres.
- 1980 Boursier des services américains d'information, Séminaire de Salzbourg, Service d'études juridiques américaines – droit constitutionnel – Salzbourg.
- 1969 Boursier du British Council pour effectuer des études universitaires supérieures en droit constitutionnel et administratif à l'Université de Londres.
- 1964 Boursier du Gouvernement italien pour améliorer sa connaissance de l'italien à l'Università del Sacro Cuore à Rome.

**Banda Richard Allen
(Malawi)**

[Original : anglais]

Date de naissance : novembre 1937

Profession : avocat, inscrit au barreau de Gray's Inn (Londres) depuis 1966

Expérience professionnelle

- | | |
|------------------------|---|
| Août 1966-janvier 1970 | Avocat à l'assistance juridictionnelle, State Advocate, commissaire auprès des tribunaux coutumiers, magistrat résident principal. |
| Février 1970 | Nommé Procureur général (a fait office de Solicitor General) |
| Avril 1972 | Nommé Avocat général et Secrétaire à la justice. La même année, a été nommé Senior Counsel, premier Malawien à être ainsi distingué après l'indépendance. |
| Février 1974 | Nommé Ministre de la justice et Procureur général; assumait aussi les fonctions de Ministre de l'administration locale; était également responsable des élections parlementaires. A exercé ces fonctions jusqu'en février 1976. |
| Avril 1980 | A réintégré la fonction publique malawienne en tant que magistrat résident principal. |
| Novembre 1980 | Nommé à la Cour suprême du Malawi et à la Haute Cour du Malawi. |
| 1992 | Nommé Chief Justice du Malawi. |
| 2000 | Élu membre honoraire à vie de la Société d'études juridiques supérieures; élu doyen honoraire de la Société Gray's Inn

Élu Président de l'Association des magistrats et juges du Commonwealth. |

Activités extracurriculaires

Président de l'Association malawienne des Jeux olympiques et des Jeux du Commonwealth, anciennement Président de l'Association malawienne de football. A joué dans l'équipe nationale de football du Malawi au début des années 60.

Hobbies

Joue au golf, regarde les matches de football et de tennis.

Profil de l'Honorable Richard Allen Banda, SC, Chief Justice du Malawi

L'Honorable Richard Allen Banda, SC, est avocat, inscrit au barreau de l'Honorable Société de Gray's Inn depuis juillet 1966. Après avoir été admis au barreau, il a travaillé pour les services juridiques du Gouvernement malawien en diverses qualités jusqu'en 1970, année où il a été nommé Procureur général. Au cours de cette période, il a fait office de Solicitor General et de Secrétaire à la justice. En avril 1972, il a été nommé Avocat général et la même année, il a été nommé Senior Counsel (SC). Il a été le premier Malawien à être ainsi distingué après l'indépendance. Le titre de Senior Counsel est l'équivalent du Conseiller de la Reine en Angleterre. Il a exercé les fonctions d'avocat général pendant deux ans jusqu'en 1974 et a été ensuite nommé Ministre de la justice et Avocat général. Il a aussi eu sous sa tutelle l'administration locale. Il a exercé ces fonctions jusqu'en février 1976, année où il a quitté le Gouvernement.

Après une interruption de carrière de quatre ans, il a réintégré les Services juridiques du Gouvernement en avril 1980 pour assumer les fonctions de magistrat résident principal. Il a exercé les fonctions de magistrat résident en chef pendant neuf mois, jusqu'à sa nomination en tant que juge à la Haute Cour et à la Cour suprême du Malawi en novembre 1980. Il a exercé ces fonctions jusqu'en février 1992, année où il a été nommé Chief Justice du Malawi, fonction qu'il occupe encore actuellement. M. Banda vient d'être nommé membre honoraire à vie de la Société des études juridiques supérieures, qui est rattachée à l'Université de Londres. Il vient aussi d'être élu doyen honoraire de l'Honorable Société de Gray's Inn et à la présidence de l'Association des magistrats et juges du Commonwealth.

M. Banda est un homme impartial et intègre, qui jouit des plus hautes qualités morales. Il a aussi une grande expérience du droit pénal, du droit international, du droit humanitaire international et du droit relatif aux droits de l'homme, expérience qu'il a accumulée tout au long d'une carrière enviable d'avocat et de magistrat.

Dans sa jeunesse, M. Banda a été un sportif de haut niveau. Il a joué au football dans l'équipe nationale du Malawi, dont il a été le capitaine. Il a également représenté le Malawi dans des compétitions de saut en hauteur. M. Banda a été le Président de l'Association malawienne de football et est actuellement le Président de l'Association malawienne pour les Jeux olympiques et les Jeux du Commonwealth. Spectateur enthousiaste de diverses disciplines sportives, il joue au golf. Il est marié et a six enfants.

Le Gouvernement malawien appuie sans réserve la candidature de M. Banda aux fonctions de juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

El Mahdi Mohamed Amin El Abbassi
(Égypte)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 24 novembre 1936, au Caire

Carrière professionnelle

Président du Conseil d'État depuis juillet 2000 et Président du Tribunal administratif suprême.

Président de la Section de la législation du Conseil d'État, chargé de réviser tous les projets de loi ou de règlement avant qu'ils soient présentés à l'Assemblée du peuple, 1998.

Président des deuxième et troisième commissions de la Section d'avis du Conseil d'État.

Membre de plusieurs sections du Conseil d'État depuis 1956.

Président du Tribunal administratif et responsable de la première section du Tribunal, 1999.

Membre du Tribunal administratif et du Tribunal administratif suprême, de 1979 à 1991.

Membre du Conseil d'administration de la faculté de droit de l'Université du Caire.

Membre du Conseil d'administration de la faculté de droit de l'Université Ain Shams.

Professeur associé à la faculté de droit de l'Université du Caire.

Chargé de mission au Koweït en tant qu'expert du droit constitutionnel auprès de l'Émir, de 1994 à 1997.

Diplômes universitaires

Diplôme d'études supérieures (troisième cycle universitaire) de droit public délivré par la faculté de droit de l'Université de Paris II, 1971.

Certificat de l'École nationale d'administration (Paris), 1967.

Études du troisième cycle en sciences politiques (diplôme de sciences politiques), 1958.

Études du troisième cycle en droit public (diplôme de droit public), 1957.

Diplômé avec mention de la faculté de droit de l'Université du Caire, 1956.

Missions et ouvrages publiés

Missions

Arbitre de plusieurs affaires, sous les auspices du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) (son opinion dissidente dans l'affaire *Middle East Southern Pacific Properties c. République arabe d'Égypte* a été publiée dans la revue du CIRDI : vol. 8, No 2, automne 1993, p. 400 à 494) et

sous les auspices du Centre régional pour le règlement de différends commerciaux, au Caire.

Membre de l'équipe des avocats de la défense devant la Cour d'arbitrage de Genève pour le différend entre l'Égypte et Israël concernant l'emplacement exact des poteaux marquant la frontière dans la région de Tabaa.

Membre de l'équipe des avocats de la défense de la Régie égyptienne des transports souterrains devant le Tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale dans l'affaire du différend concernant la construction de la première ligne de métro au Caire.

Membre de l'équipe d'observateurs désignée par l'Agence de la francophonie pour surveiller des élections, par exemple aux Seychelles et en Haïti.

Participant à plusieurs rencontres organisées par l'Agence de la francophonie sur le thème « Droit et démocratie ».

Participant à deux tables rondes sur le développement économique et social organisées sous les auspices de la Fondation Ford (Liban, 1968 à 1970).

Au fil de sa carrière professionnelle : consultant auprès de divers ministères égyptiens et de différentes administrations du pays, notamment les ministères de la justice, des affaires étrangères et des finances, ainsi qu'auprès de l'Office des investissements et de l'Agence centrale d'organisation et d'administration.

Ouvrages publiés

Études en arabe portant sur le droit international humanitaire, à l'occasion de la conférence tenue au Caire en novembre 1999 pour marquer le cinquantième anniversaire des quatre Conventions de Genève de 1949 relatives au droit international humanitaire et à l'occasion de la conférence sur les mesures à prendre à l'échelon national en vue de la mise en oeuvre des règles de la Convention de Genève et des deux Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant, tenue au Caire en octobre 2000.

« Le rôle du juge civil dans l'administration de la preuve », présenté lors de la réunion à Bruxelles, en 1984, de l'Institut international de droit d'expression française.

« Le rôle du juge administratif dans la protection des droits et des libertés publiques », paru dans une plaquette spéciale publiée pour le cinquantième anniversaire du Conseil d'État égyptien.

« L'exécutif et l'armée en Amérique latine », paru en 1976 dans la Revue du Conseil d'État.

« L'Agence centrale d'organisation et d'administration en Égypte », présenté à la table ronde de 1970 au Liban.

« Le régime des organisations publiques en Égypte », présenté à la table ronde de 1968 au Liban.

« Le principe de l'égalité en Égypte dans la Constitution et d'après la jurisprudence du Conseil d'État », publié dans « *Le juge de l'Administration et les droits fondamentaux dans l'espace francophone* ».

« Le rôle du Conseil d'État dans la création du droit administratif », sur le point d'être publié par l'Agence de la francophonie.

**Fassi Fihri Mohamed El Habib
(Maroc)**

[Original : français]

M. Mohamed El Habib Fassi Fihri, magistrat de grade exceptionnel, est né à Essaouira le 12 janvier 1932.

Juge en janvier 1957 au tribunal régional de Casablanca puis Vice-Président de ce même tribunal en août 1960, il est nommé Procureur du Roi en novembre 1962.

En septembre 1964, il est Directeur du Cabinet du Ministre de la justice, puis Secrétaire général de ce ministère.

Avocat général à la Cour suprême à la fin de l'année 1971, il assume cette fonction jusqu'au 25 septembre 1976, date à laquelle il se voit confier à nouveau le poste de secrétaire général du Ministère de la justice jusqu'au 31 mars 1982.

En décembre de la même année, il est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi du Maroc auprès de la République hellénique de Grèce. À la fin de sa mission diplomatique, il réintègre la Cour suprême en avril 1986 en qualité de Président de chambre.

Le 19 juin 1990, M. Fassi Fihri est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi auprès de la République d'Autriche et Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne, de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dont il a occupé le poste de gouverneur. Il était chargé également de suivre les travaux de l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE).

En juillet 1995, il préside le groupe des éminentes personnalités chargées par le septième Sommet des chefs d'État de l'évaluation, de la restructuration et de la détermination des nouveaux objectifs de l'Organisation de la Conférence islamique.

Membre fondateur de l'Amicale des magistrats du Maroc, il était chargé de la direction de la revue de cette association professionnelle de 1961 à 1985.

Il est l'auteur de plusieurs publications, dont un ouvrage intitulé *Itinéraire de la justice marocaine*.

Nommé au grade exceptionnel de l'ordre du Mérite civil, il est promu chevalier puis officier de l'ordre du Trône.

Il est grand cordon de l'ordre hellénique du Phoenix (Grèce) et du grand cordon de l'ordre du Mérite de la République d'Autriche.

Hunt David Anthony (Australie)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 15 février 1935 à Sydney (Australie)

Éducation : Université de Queensland (Australie) :
Bachelor of Arts (1956), Bachelor of Laws (1958)

Expérience professionnelle

- 1998 à ce jour En octobre 1998, M. David Hunt a été élu juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Il a pris ses fonctions le 16 novembre 1998, et a été affecté à la Chambre de première instance II. Toutefois, comme cette chambre siégeait à ce moment-là, le juge Hunt a été temporairement affecté à la Chambre d'appel, où il a participé à de nombreuses procédures d'appel interlocutoire et d'appel contre des condamnations, ainsi qu'à l'examen d'un certain nombre de demandes interlocutoires dans des affaires devant être jugées par la Chambre de première instance II. En février 2000, suite au départ à la retraite du juge Antonio Cassese, le juge Hunt a été élu Président de la Chambre de première instance II.
- En tant que Président, le juge Hunt est membre du Bureau du Tribunal, un organe qui conseille le Président du Tribunal sur toutes les grandes questions touchant le fonctionnement du Tribunal. Il est actuellement placé au troisième rang du Tribunal.
- 1992 à 1999 Membre à temps partiel de la Commission pour la réforme du droit de la Nouvelle-Galles du Sud. À ce titre, il a participé à l'élaboration de documents de travail et de rapports consacrés à certains aspects du droit pénal, y compris des propositions visant à réviser les faits justificatifs du meurtre – tels que la provocation et la responsabilité atténuée – qui entraînent une requalification de l'infraction en homicide involontaire, ainsi que le droit de garder le silence.
- 1998 Consultant auprès de la Commission judiciaire de la Nouvelle-Galles du Sud, affecté à un projet de révision des instructions données aux jurés lors des procès criminels.
- 1991 Nommé Président du Tribunal de *common law* de la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud, chargé des aspects administratifs du fonctionnement des divisions criminelles et de la *common law* (demandes civiles) de la Cour suprême.
- En sa qualité de Président, le juge Hunt siégeait presque à plein temps à la Cour des appels criminels, généralement en tant que président. La Cour des appels criminels de Nouvelle-Galles du Sud traite plus de 50 % des appels en matière pénale

	en Australie. Ces décisions ne sont susceptibles d'appel qu'avec l'autorisation de la Haute Cour d'Australie.
1979	Juge à la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud. Il s'agit de la plus haute juridiction de Nouvelle-Galles du Sud, et sa compétence en matière civile et pénale et en appel est illimitée.
1976 et 1977	Conseiller principal auprès du Commissaire d'une commission royale d'enquête sur les prisons de Nouvelle-Galles du Sud.
1975	Queen's Counsel (avocat de la Couronne).
1958	Admis au barreau (avocat).

Publications et documents de conférence

De nombreux jugements rendus par le juge Hunt en matière pénale ont été publiés dans *Australian Criminal Reports* et *The New South Wales Law Reports*, deux publications de LBC Information Services (Sydney, Australie).

Le juge Hunt a souvent présenté des communications consacrées à différents aspects du droit pénal à des conférences de juges de la Cour suprême, de tribunaux de district et de juridictions locales de Nouvelle-Galles du Sud. Certaines d'entre elles ont été publiées dans *The Judicial Review*, une publication de la Commission judiciaire de Nouvelle-Galles du Sud.

Les jugements et décisions en matière pénale internationale rédigés par le juge Hunt (ou à la rédaction desquels il a participé) depuis qu'il a été élu au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie peuvent être consultés sur le site Web du Tribunal : <www.un.org/icty>.

Langue : Anglais.

Décoration : Fait officier de l'ordre d'Australie en janvier 2000 pour services rendus à la magistrature, au droit et à la communauté, en particulier dans le domaine du droit pénal, du droit de la diffamation et du droit international en matière de défense des droits de l'homme.

**Jorda Claude
(France)**

[Original : anglais/français]

Date et lieu de naissance : le 16 février 1938 à Bône (Algérie)

Diplômes, formation

- | | |
|-----------|---|
| 1963-1966 | Élève de l'École nationale de la magistrature (ENM). |
| 1965 | Diplômé d'études supérieures de sciences criminelles (mention Assez bien). Faculté de droit de l'Université d'Aix-en-Provence. |
| 1962-1963 | Service militaire actif (grade terminal : sous-officier). Obtention d'un brevet de comptable. |
| 1961 | Licence et maîtrise en droit, faculté de droit de l'Université de Toulouse (mention Bien). |
| 1961 | Reçu deuxième au concours d'entrée à l'ENM.

Reçu premier au Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) du barreau de Toulouse.

Deuxième prix (conférences et travaux pratiques), quatrième année de licence. |
| 1960 | Diplôme de l'Institut d'études politiques (section Affaires extérieures, mention Assez bien) de l'Université de Toulouse; premier prix (conférences et travaux pratiques) – troisième année de licence. |

Carrière judiciaire et expérience professionnelle

- | | |
|-----------|---|
| 1999 | Élu à l'unanimité Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. |
| 1997 | Réélu juge du Tribunal. |
| 1995-1999 | Président de la Chambre de première instance I. |
| 1994-1997 | Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. |
| 1992-1994 | Procureur général près de la cour d'appel de Paris. |
| 1985-1992 | Procureur général près de la cour d'appel de Bordeaux. |
| 1982-1985 | Directeur des services judiciaires au Ministère de la justice. |
| 1978-1982 | Vice-Président du tribunal de grande instance de Paris; détaché Directeur adjoint (stages) de l'École nationale de la magistrature. |
| 1976-1978 | Sous-Directeur de l'Organisation judiciaire et de la réglementation au Ministère de la justice. |
| 1970-1976 | Secrétaire général de l'École nationale de la magistrature. |
| 1966-1970 | Magistrat à l'Administration centrale du Ministère de la justice. |

- 1963-1966 Auditeur de justice (élève de l'ENM). Sorti troisième de la promotion.
- 1996-1997 Chargé d'un enseignement de droit pénal international et des droits de l'homme à l'Institut d'études judiciaires de l'Université Montesquieu-Bordeaux 4.
- 1971-1976 Chargé de conférences et travaux pratiques à la faculté de droit de l'Université de Bordeaux.
Chargé d'un enseignement de droit civil au Centre de formation des professions de banque.
- 1967-1970 Chargé de conférences et travaux pratiques à la faculté de droit de l'Université de Paris-Assas.

Missions de coopération juridique et judiciaire

- 1995 Chili. Mission de coopération judiciaire dans le domaine de la formation des magistrats. Création d'une École de la magistrature.
- 1994 Guatemala. Enseignement et conférences sur la carrière et l'indépendance de la justice au « Centro de Estudios y Capacitación judicial de Centroamerica ».
- 1992 Côte d'Ivoire. Mission d'organisation judiciaire (méthodologie et fonctionnement des juridictions).
- 1974-1984 Égypte. Contribution au projet de formation des magistrats égyptiens. Coopération avec le Centre de formation des magistrats (Le Caire).
- 1978 Algérie. Coopération judiciaire dans le domaine de la formation.
- 1971 Canada. Mission dans le cadre des échanges franco-qubécois en matière judiciaire.

Publications, colloques et conférences

Publications

Contributions scientifiques les plus récentes

« Status and role of the victim », à paraître prochainement dans *The Statute of the International Court and International Law*, Oxford University Press.

« Un nouveau statut pour l'accusé dans la procédure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie » in : *Essays on ICTY procedure and evidence in honour of Gabrielle Kirk McDonald*, Kluwer international, 2000.

« Le rôle du juge dans la procédure face aux enjeux de la répression internationale » paru dans *Droit international pénal*, Pédone, Paris, 2000.

« L'oeuvre de justice internationale » dans *L'Inactuel*, France, 1999.

« The International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia: its functioning and future prospects » (voir L. Friedman et S. Tiefenbrun, directeurs de publication), 1999.

« Le Tribunal pénal international paru dans Crime contre l'humanité, mesure de la responsabilité? », *Actes du cycle des conférences Droit, liberté et foi*, CERP, 1998.

Articles d'information générale sur le TPIY (1994-2000)

Parus dans : *Le Journal des Tribunaux* (Bruxelles); *Revue Témoins* (Paris); *L'Observateur des Nations Unies* (Aix-en-Provence); *Le Bulletin du Centre d'information des Nations Unies* (octobre 2000).

Colloques et conférences

Interventions les plus récentes

- Décembre 2000 Société italienne de droit international (Rome) : *Justice internationale et droits de l'homme*.
Académie de législation (Toulouse, France) : *Le TPIY et la protection des droits de l'homme*.
- Septembre 2000 Rentrée solennelle des Universités de Bordeaux (France) : *La justice internationale nouvelle protection des droits de l'homme*.
- Août 2000 Université de Salzbourg (Autriche) : *Le statut de la victime devant les juridictions pénales internationales*.
- Juillet 2000 Université du Pays basque (Saint-Sébastien, Espagne) : *Souveraineté des États et justice internationale*.
- Juin 2000 Institut universitaire des hautes études internationales de Genève : *L'apport de la jurisprudence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie au droit international*.

Autres interventions

- 1994-1996 Universités : Bordeaux, Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris Sud Jean Monnet, Nanterre, Poitiers, Nice, etc.
Barreaux et Instituts des droits de l'homme : de Paris, Bordeaux, Montpellier, etc.
Congrès du Syndicat des avocats de France et de l'Union des jeunes avocats.
Conférence des chefs des cours d'appel de France.
Communications devant le Centre français de droit comparé, la Société française de droit international (Association de droit international).
Interventions diverses : Amnesty International, Juristes sans frontières, Musée mémorial d'Izieu.
Tunis : Colloque sur la mise en oeuvre du droit humanitaire.

Langues vivantes

Anglais : lu, parlé.

Espagnol : lu, parlé, écrit couramment.

Distinctions honorifiques

Officier de la Légion d'honneur (29 mars 1993).

Commandeur de l'ordre national du Mérite (juillet 2000).

Palme académique.

Mérite agricole.

Médaille de l'éducation surveillée et de l'Administration pénitentiaire.

Activités diverses, culturelles et sportives

Membre de la Société française de droit international.

Membre de l'association « Le Siècle ».

Musique classique, lecture, cinéma, théâtre.

Sports : tennis, marche.

Kwon O-Gon
(République de Corée)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 2 septembre 1953, Cheong-ju (République de Corée)

Études

- | | |
|-----------|---|
| 1972-1976 | Licence en droit, faculté de droit de l'Université nationale de Séoul (<i>Magna cum laude</i>). |
| 1976-1978 | Maîtrise en droit, Institut de hautes études de l'Université nationale de Séoul. |
| 1977-1979 | Stage du barreau, Institut de recherche juridique et de formation, Cour suprême de Corée (<i>Chief Justice Award, 1st grade</i>). |
| 1984-1985 | Maîtrise en droit, Harvard Law School (États-Unis d'Amérique). |

Carrière

Carrière judiciaire

- | | |
|-------------------|--|
| 1979-1980 | Juge, tribunal civil de Séoul. |
| 1986-1988 | Juge unique, tribunal pénal de Séoul, troisième chambre. |
| 1988-1990 | Juge, haute cour de Taegu. |
| 1992-1993 | Conseiller, Cour suprême. |
| 1993-1995 | Président de la chambre d'appel pénale, tribunal de Changwon. |
| 1995-1997 | Président de la chambre pénale du tribunal de première instance de Suwon. |
| 1997 | Président de la chambre pénale de première instance du tribunal civil de Séoul, section Est. |
| 1999-2000 | Premier juge, tribunal de Séoul. |
| De 2000 à ce jour | Premier juge, haute cour de Taegu. |

Autre expérience professionnelle

- | | |
|-----------|--|
| 1980-1984 | Conseiller juridique assistant auprès du Président de la République de Corée, Blue House (présidence). |
| 1990-1992 | Directeur de la planification, Ministère de l'administration des tribunaux, Cour suprême. |
| 1997-1999 | Directeur de la recherche, Cour constitutionnelle de la République de Corée. |

Autres fonctions assumées

- 1994-1995 Président, Commission d'arbitrage de la presse de la province de Kyung-nam.
- 1996-1997 Président de la Commission électorale de Kwon-sun Ku, Suwon.
- 1999-2000 Président de la Commission électorale de Sung-dong Ku, Séoul.

Activités académiques

Coauteur d'un livre intitulé *Commentary on the Civil Code*.

Articles

« A Study on Maritime Liens » (mémoire de maîtrise en droit, Institut de hautes études de l'Université nationale de Séoul, 1983).

« Small Claims Court in the U.S. and Korea », 15 *Korean Journal of Comparative Law* 95 (mémoire de maîtrise en droit, Harvard Law School, 1985).

« Some Problems in Executing Foreign Vessels », 34 *Jai-pan-ja-ryo* 623 (1986).

« The Meaning of Habitualness in the Section 3 of the article 3 of the Special Act for the Prosecution of Assault and Battery », 390 *Sa-bup-haing-jung* 85 (1993).

« Methods for Securing the Efficiency of Compulsory Execution », 17 *Civil Case Study* 353 (1995).

« Determination of Applicable Law in the Case when the Proper Law is uncertain », 1 *Adjudication Practice* 355 (1996).

« Meaning and Effect of Ex Officio Decision of Compulsory Mediation », 16-3 *Press Arbitration* 16 (1996).

Et plus de 20 autres articles.

Cours dispensés

- 1986-1987 Cours de droit anglo-américain, Institut de recherche juridique et de formation, Séoul.
- 1987 Cours de droit anglo-américain, faculté de droit, Université de Kyung-Hee, Séoul.
- 1999 Cours sur la procédure civile de la République de Corée, programme d'été de la Santa Clara University Law School, Kookmin, Séoul.

Participation

Groupe d'étude de la pratique pénale, Cour suprême.

Groupe d'étude des affaires civiles.

Conférences internationales

- | | |
|------|--|
| 1981 | Représentant de la République de Corée à la Conférence Lawasia, Bangkok. |
| 1999 | Représentant de la République de Corée à la onzième Conférence des cours constitutionnelles européennes, Varsovie. |

Profil

Le juge O-Gon Kwon travaille dans le domaine judiciaire comme magistrat de carrière depuis plus de 20 ans. En tant que juge, il est bien connu pour son amabilité et son sens de l'équité. De même, parmi les juges de la République de Corée, il est considéré comme un pénaliste de renom ayant siégé au pénal pendant près de huit ans, en tant que juge unique ou président d'une formation de trois juges.

L'excellence de son niveau académique est sans précédent et son record n'a pas encore été battu : il a été major de sa promotion à la faculté de droit de l'Université nationale de Séoul, à l'examen national du barreau et enfin au stage du barreau à l'Institut de recherche juridique et de formation de la Cour suprême de la République de Corée.

Du fait de son expérience extrajudiciaire, la carrière du juge Kwon est particulièrement remarquable par rapport à celle des autres juges de la République de Corée. En effet il a travaillé comme Conseiller juridique assistant à la présidence de la République de Corée (1980-1984), et a occupé des fonctions importantes au service de l'Administration judiciaire (1990-1992) et à la Cour constitutionnelle de la République de Corée. Une expérience aussi variée en dehors des tribunaux a élargi son optique. Par ailleurs, son expérience en matière d'adjudication constitutionnelle a renforcé son attachement aux droits de l'homme et à l'humanitarisme.

Le juge Kwon a constamment mené des activités internationales : diplômé de la Harvard Law School en 1985, il a représenté la République de Corée à la Conférence Lawasia en 1981 et à la onzième Conférence des cours constitutionnelles européennes. Il a également joué un rôle important qui a permis à la République de Corée de participer aux travaux de la Commission de Vienne en qualité d'observateur, pendant qu'il travaillait à la Cour constitutionnelle.

**Liu Daqun
(Chine)**

[Original : anglais/chinois]

Date et lieu de naissance : le 20 septembre 1950, dans la province de Shandong (Chine)

Fonctions actuelles : Membre de la Chambre de première instance II, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Études

- | | |
|-----------|--|
| 1973-1977 | B. A., Département d'anglais, Institut des langues étrangères de Beijing. |
| 1977-1978 | Certificat de droit international, Institut des affaires étrangères (Beijing). |
| 1985-1986 | Maîtrise de droit international et de relations internationales, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University (États-Unis d'Amérique). |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|--|
| 1978-1982 | En poste à l'ambassade de Chine en Islande. |
| 1984-1988 | Directeur de la Division de droit international privé, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères. |
| 1988-1991 | Directeur de la Division du droit de la mer, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères. |
| 1991-1993 | Directeur de la Division du droit international, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères. |
| 1993-1999 | Directeur général adjoint, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères. |
| 1999-2000 | Ambassadeur à la Jamaïque et Représentant permanent auprès de l'Autorité internationale des fonds marins. |
| 2000- | Membre de la Chambre de première instance II du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. |

Fonctions universitaires

- | | |
|-------------|--|
| Depuis 1982 | Membre exécutif de la Société chinoise de droit international. |
| Depuis 1988 | Membre exécutif de la Société chinoise de droit de l'environnement. |
| Depuis 1990 | Membre exécutif de la Société chinoise de droit de la mer. |
| Depuis 1994 | Professeur de droit international, Université chinoise de droit et de sciences politiques. |

Depuis 2000 Professeur invité de droit international humanitaire, faculté de droit de l'Université de Wuhan.

Activités professionnelles

Membre et conseiller juridique de la délégation chinoise aux réunions et conférences ci-après :

Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission); Conférence de La Haye sur le droit international privé; Comité consultatif africano-asiatique; Conférences internationales sur le changement climatique, la diversité biologique, la désertification, le trafic illicite de stupéfiants et le droit de la mer; Conférence de plénipotentiaires relative à la création d'une cour pénale internationale (chef adjoint de la délégation chinoise et responsable des négociations).

Activités d'enseignement

Chargé de cours sur le droit international relatif aux droits de l'homme, faculté de droit, Université populaire, 1989.

Chargé de cours sur le droit international relatif à l'environnement, Centre pour l'environnement, Université de Wuhan, 1990.

Chargé de cours sur le droit de la mer, Institut de droit de l'Académie chinoise de sciences sociales, 1993-1995.

Chargé de cours sur la création d'une cour pénale internationale, faculté de droit de l'Université de Beijing, 1997-1998.

Publications

En tant que coauteur

Le droit des organisations internationales, Presses de l'Université de Beijing, 1995.

Les derniers progrès du droit international, Presses de l'Académie chinoise de sciences sociales, 1995.

Commentaire de la Charte des Nations Unies, Éditions pédagogiques, province de Shanxi, 1999.

Auteur de plus de 50 articles, dont :

« On the Subject of Extradition », *Studies in Law*, No 1, 1989.

« On the Voting Procedure of the Security Council », *Law Review*, No 1, 1992.

« Les Nations Unies et les organisations régionales », *Annuaire chinois de droit international*, 1993.

« On the Political Initiative of the Secretary-General of the United Nations », *Collection of essays on the United Nations Reform*, 1994.

« Vers la création d'une cour pénale internationale », *Annuaire chinois de droit international*, 1997.

« L'établissement de l'acte d'accusation par le Procureur de la future cour pénale internationale dans la procédure d'établissement de l'acte d'accusation », *Annuaire chinois de droit international*, 1998.

**Mahbouli Abderaouf
(Tunisie)**

[Original : français]

Date et lieu de naissance : le 16 août 1950 à Tunis

Formation

Études primaires et secondaires : Collège Sadiki, Tunis, 1955-1967.

Licencié en droit, faculté de droit et sciences politiques et économiques de Tunis, 1971.

Diplômé d'études supérieures de droit privé, Université de Paris I, 1972.

Diplômé d'études supérieures de droit public, Université de Paris II, 1973.

Docteur d'État en droit, Université de Paris I, 1977.

Agrégé de droit public et sciences politiques, Tunis, 1980.

Expérience professionnelle

Maître-assistant à la faculté de droit et des sciences politiques et économiques de Tunis, de 1980 à 1985.

Maître de conférence à la faculté de droit et des sciences politiques et économiques de Tunis, de 1985 à 1987 et à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, de 1987 jusqu'à ce jour.

Directeur général de l'enseignement supérieur au Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de 1989 à 1995.

Président de l'Université des lettres, des arts et des sciences de Tunis (Tunis I) de 1995 jusqu'à ce jour.

Activités pédagogiques :

Enseignements assurés à la faculté de droit de Tunis, à la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, à l'Institut tuniso-algérien pour le financement du développement (IFID) et à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales :

- Cours de finances publiques;
- Cours de fiscalité des entreprises;
- Cours de sciences et techniques fiscales;
- Cours de systèmes politiques comparés;
- Cours de règlement pacifique des différends;
- Cours et séminaires de doctorat en droit international public, en relations internationales, en droit des organisations internationales, en finances publiques, en droit du commerce international et en droit communautaire européen.

Directeur du Département de droit du commerce international à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (1989-1990).

Expert-intervenant à l'Institut du droit international du développement (IDLI) Rome, 1984.

Professeur-visitateur à la faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Nice (1989).

Membre de jurys de recrutement d'assistant en droit public, de maître-assistant en droit public (Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique), de secrétaires des affaires étrangères, de conseillers étrangers (Ministère des affaires étrangères), de fonctionnaires de la Ligue des États arabes, de magistrats au Tribunal administratif (Premier Ministère).

Membre du jury du concours d'agrégation en droit public et sciences politiques (1987).

Président du jury de recrutement des assistants en droit public et sciences politiques (1988-1990).

Président de la Commission consultative pour les professeurs de l'enseignement supérieur en droit public et sciences politiques (1988-1990).

Rédacteur en chef de la *Revue tunisienne de droit* (1989-1993).

Fonctions administratives et consultatives (1989-1995)

Membre de la Commission supérieure des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Président de la Commission nationale d'expertise comptable; de la Commission nationale d'équivalence et d'agrément des écoles techniques; de la Commission administrative paritaire pour les quatre grades du personnel de l'enseignement supérieur et du Conseil de discipline pour ces mêmes grades.

Membre du Conseil d'administration :

Du Centre national d'informatique;
De la Cité des sciences.

Membre du Comité de direction de l'École nationale d'administration.

Membre du Conseil scientifique de l'Institut national de bureautique et de micro-informatique.

Membre du Conseil de la recherche et de l'enseignement supérieur agricole de l'Institution de recherche et de l'enseignement supérieur agricole.

Membre de la Commission nationale tunisienne pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO-ALESCO-ISESCO) et coordonnateur du Comité juridique de ladite Commission.

Formation complémentaire

Diplômé de l'Institut de défense nationale (IDN), quatorzième promotion (1996-1997).

Fonctions internationales

Membre de la délégation tunisienne à l'Assemblée générale des Nations Unies; délégué à la Commission juridique de l'Assemblée générale, lors de ses trente-sixième, trente-septième et trente-huitième sessions (New York : 1981, 1982, 1983).

Membre-expert de la Conférence régionale des Nations Unies sur la sécurité, le désarmement et le développement en Afrique et observateur à la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le même sujet (Lomé, Togo, 1985).

Invité du Gouvernement américain (Département d'État; Programme des visiteurs internationaux, juillet-août 1986).

Membre de la délégation tunisienne aux vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième conférences générales de l'UNESCO (Paris, octobre 1989, octobre 1991, octobre 1993, octobre 1995); membre et rapporteur du Comité juridique.

Chef de la délégation tunisienne aux réunions d'experts préparatoires aux première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sessions du Conseil des ministres de l'éducation de l'Union du Maghreb arabe (Rabat, mars 1990, novembre 1990, juillet 1991; Tripoli, décembre 1991; Tunis, décembre 1993).

Membre des réunions d'experts préparatoires aux réunions de la Commission ministérielle des ressources humaines de l'UMA (Tunis, février 1990, mai 1990; Rabat, novembre 1990, juillet 1991; Tripoli, décembre 1991; Tunis, décembre 1993).

Président de la Conférence internationale d'experts pour l'élaboration de la Convention internationale sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur (UNESCO, Paris, mai 1990).

Délégué au Congrès international sur la reconnaissance des diplômes et la mobilité académique (UNESCO, Paris, octobre 1992).

Vice-Président de la septième session de la Conférence régionale chargée de l'application de la Convention sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur dans des États arabes (UNESCO, Amman, novembre 1994).

Chef ou membre de la délégation tunisienne à plusieurs réunions bilatérales portant sur les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Paris, décembre 1989; Tunis, mars 1990 (CMCU); Tripoli, février 1990; Paris, juin 1990 (CPP); Moscou, octobre 1990; Damas, mai 1991; Paris, octobre 1991 (Grande Commission mixte); Tripoli, mars 1992; Paris, mars 1993 (CPP); Ankara, décembre 1993; Paris, novembre 1994 (CMCU); Montréal, novembre 1995, etc.

Membre du Conseil d'administration de l'Union des universités de la Méditerranée (UNIMED), Rome, 1995-1996 et Vice-Président de l'UNIMED depuis 1997 à ce jour.

Travaux, publications et conférences

« Les préférences tarifaires généralisées dans la Communauté économique et européenne », thèse pour le doctorat d'État en droit, Université de Paris I, 1997.

« Indexation, matières premières et droit international », *Revue tunisienne de droit*, 1979-II.

« La Cour des comptes : situation et perspectives », *Revue tunisienne de droit*, 1981.

« La violence dans les relations internationales », études internationales, No 2, janvier-février-mars 1982.

« Effectivité et sanctions des normes du droit international du développement », rapport introductif, colloque d'Aix-en-Provence sur « La formation en droit international du développement », 1982 : éditions du CNRS; Paris/OPU, Alger, 1984.

« Note sur le Traité tuniso-algérien de fraternité et de concorde », *Revue tunisienne de droit*, 1984.

« Administration, coopération internationale et développement » dans ouvrage collectif; « Administration et développement en Tunisie »; LISA-ATSA, Tunis, 1985.

« Les Accords de coopération marine en Méditerranée à la lumière de la convocation des Nations Unies sur le droit de la mer »; Actes du symposium sur « Les voies de la coopération marine », Tunis; Association des études internationales, 1986.

« Aperçu sur l'évolution des frontières tunisiennes », *Revue tunisienne de droit*, 1987.

« Constitution et développement économique en Tunisie »; communication aux journées tuniso-françaises de droit constitutionnel, Tunis, mars 1988.

« Institutions et instruments internationaux relatifs au maintien de la paix »; communication au séminaire de l'UNESCO sur la pédagogie des droits de l'homme et de la paix, Tunis, mai 1988.

« L'impôt et la politique économique et sociale »; communication aux journées de l'entreprise; Institut arabe des chefs d'entreprise; Sousse, décembre 1988; Actes de journées.

« Cadre juridique et procédures du contrôle fiscal »; communication au colloque sur « Les procédures fiscales »; Tunis, avril 1995.

« Constitution et droit des relations économiques internationales », cours à l'Académie internationale de droit constitutionnel; Tunis, juillet 1998; Recueil des cours de l'Académie 8; Centre de publication universitaire; Tunis, 2000, p. 261 à 305.

« L'Union européenne à l'avant-garde de la mondialisation »; communication au colloque; « L'Union européenne et la mondialisation »; Tunis, octobre 2000.

Distinctions honorifiques

Officier de l'ordre de la République.

Ordre national du Mérite de l'éducation de troisième classe.

Commandeur de l'ordre royal du Ouissam Alaouite (Maroc).

**May Richard George
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

[Original : anglais]

Date de naissance : 12 novembre 1938.
 Études : Haileybury and I.S.C., et Selwyn College, Cambridge (B.A., LL.B.)
 Service militaire : 1958-1960 (Officier dans l'infanterie légère de Durham)

Activité professionnelle

1965 Admis au barreau (Inner Temple).
 Cabinet : Devereux Chambers, Devereux Court, Londres.
 Circuit : South Eastern, affecté au Midland et Oxford Circuit.
 Pratique : Depuis 12 ans s'occupe essentiellement de poursuites pénales pour la Thames Valley Police et assure accessoirement la défense d'accusés.
 1979 Nommé Deputy Circuit Judge.
 1985 Nommé Recorder, South Eastern Circuit.

Magistrature

ONU

1997 Nommé juge au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (novembre 1997).
 A siégé à la Chambre de première instance II, novembre 1997, pour les procès de :
Dokmanović;
Furundzija;
Kovacevic;
Kupreskić, et al.
 1999 Juge Président, Chambre de première instance III, depuis novembre 1998.
 A siégé pour les procès de :
Kordic & Cerkez : depuis avril 1999.
 1999-2000 Chambre d'appel (juge président) : a siégé pour deux appels dans l'affaire *Aleksovski*.
 1998 Président du Comité sur le Règlement de procédure et de preuve, depuis 1998.

Royaume-Uni

- 1987 A été nommé Circuit Judge, Midland and Oxford Circuit et a siégé à la Birmingham Crown Court, Northampton and Oxford Combined Courts. Depuis 1993, siège principalement à Oxford.
- 1996 Nommé Nominated Care Judge.
- 1996-1997 Magistrat Liaison Judge pour l'Oxfordshire.
- 1996-1997 Membre, Oxfordshire and Buckinghamshire Probation Committee.
- Expérience des Crown et County Courts, y compris le tribunal de la famille, principalement en matière pénale, spécialisé dans les procès de longue durée :
- Deux affaires de publicité frauduleuse à la Birmingham Crown Court en 1989/1990;
 - Une affaire relative à une émeute à la Bedford Crown Court, dans laquelle étaient impliqués 30 défendeurs (à l'appel, *Jefferson* (1994) 1 AER 270) en 1991;
 - Une affaire d'escroquerie commerciale à la Coventry Crown Court en 1993;
 - Un procès relatif aux droits des animaux à la Oxford Crown Court en 1993;
 - Une affaire d'escroquerie hypothécaire portant sur un montant de 43 millions de livres, à la Oxford Crown Court en 1994;
 - Une affaire d'escroquerie commerciale dans le secteur automobile à la Oxford Crown Court en 1996-1997.

Activité politique

- Élections générales : Candidat du Parti travailliste à Dorset South (1970) et à Finchley (1979).
- Administration locale : Membre du Conseil municipal de Westminster (1971-1978).
Chef de l'opposition au Conseil (1974-1977).

Publications

- En tant qu'auteur : *Criminal Evidence* (éd. : Sweet & Maxwell Ltd, Londres) Ire édition 1986; 2e édition 1990; 3e édition 1995; 4e édition 1999.

- En tant que coéditeur : *Phipson on Evidence*, 12e (1976) et 13e (1982) éditions.
Criminal Practice Series, 1995-1999.
Mise à jour en ligne de *Criminal Evidence* (voir plus haut), depuis 1996.
Articles sur *La procédure et l'administration de la preuve au TPIY en l'honneur de Gabrielle Kirk McDonald*, 2000.
- En tant qu'annotateur : *Criminal Justice and Public Order Act*, 1994.
Criminal Procedure and Investigations Act, 1996 (pour *Current Law Statutes*, parus chez Sweet & Maxwell).
- En tant que collaborateur : *Principles and Practice of Forensic Psychiatry*, 1990 (paru chez Churchill Livingstone, Londres).
Reflections on the International Criminal Court, 1999, TMC Asser Press (publication des contributions au Séminaire MFA, voir plus bas).

Articles

- « Admissibility of Photographs and Video Evidence » (1987), 51 *Journal of Criminal Law* 437.
- « Fair Play at Trial: An Interim Assessment of Section 78, Police and Criminal Evidence Act » (1988) *Criminal Law Review* 722.
- « Admissibility of Confessions » (1991) 55 *Journal of Criminal Law* 366.
- « Similar Facts and Joinder », *Archbold News*, Issue 14, 1er mai 1992.
- « Interpreting Video Evidence », *Archbold News*, Issue 20, 27 novembre 1992.
- « The Criminal Justice Bill: Evidence Provisions », *Archbold News*, Issue 2, 25 février 1994.
- « Video Recording in Children's Cases », *Family Matters*, Issue 6/94, 22 juin 1994.
- Part V of the *Criminal Justice and Public Order Act, 1994* – « the Public Order Provisions », *Archbold News*, Issue 3, 5 avril 1995.
- « Pre-Trial Reviews in the Crown Court », *Counsel*, juillet/août 1995.
- « The Legal Effect of a Police Caution » (1997), *Criminal Law Review* 491.
- « The Trial of Nazi War Criminals under Control Council Law No 10 » (non publié), Recherche conduite pendant un séjour sabbatique au U.S. Federal Judicial Center, Washington, octobre 1997.
- « Jury Selection in the United States: Are there Lessons to be Learned? » (1998) *Criminal Law Review* 270.
- « No Hiding Place, Counsel », octobre 1998 (*Journal of Bar of England*).

Crimes of War, JSB, 1999, Issue 7 (*Journal of English Judicial Studies Board*).

(En collaboration) « Trends in International Criminal Evidence: Nuremberg, Tokyo, The Hague and Arusha », 1999, 37 *Columbia Journal of Transnational Law* 725.

« Evidence Before the ICTY », *International Law Forum du Droit International* 1 : 197, 1999.

Conférences

1986 *The Law of Evidence after the Police and Criminal Evidence Act*, conférence de l'ordre des avocats.

1986 *Criminal Evidence in the Eighties: Cross-examination of Accused on his Character*, conférence organisée par Sweet & Maxwell Ltd.

Conférences données devant le barreau de Birmingham :

1988 et 1992 « Developments in Criminal Evidence ».

1994 « Update, including Public Interests Immunity ».

1992 « Indictments and Similar Fact Evidence », conférence de l'ordre des avocats

1994 « Evidence », conférence de la Berks, Bucks & Oxon Law Society donnée à l'occasion du séminaire organisé à Oxford sur le droit de la famille

1997 « The Evidence of Child Witnesses », conférence de l'ordre des avocats

1997 « The International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia », American Society of International Law and the Federal Judicial Center, Washington DC

1998 « An Overview of the Work of the International Criminal Tribunal », United Nations International Student Conference of Amsterdam

1998 « Judging War Crimes », conférence annuelle du barreau d'Angleterre et du pays de Galles

1998 « Relations Between the Court and the International Tribunal for the former Yugoslavia », séminaire organisé par le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas sur la Cour pénale internationale, La Haye

1999 « ICTY – Recent Developments », Oxford University International Law Association

1999 « Proof-Taking before International Tribunals », conférence mondiale sur les nouvelles tendances en matière d'enquête et de preuve, Amsterdam.

2000 « Trials before the ICTY », Durham University Law Department.

2000 « War Crimes Tribunals », Oundle Schools, England.

- 2000 « ICTY – Experience of Judges », South Eastern Circuit (England) Conference, La Haye.
- 2000 « Impressions of the Work of the International Tribunal for the former Yugoslavia », Law Society of England and Wales.

Divers

Legalnetwork TV (1993) : Criminal Evidence Update.

Visiting Foreign Judicial Fellow, United States Federal Judicial Center, Washington DC, octobre 1997.

Participation, en qualité de juge-président, à la présentation du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à la International Moot Court, La Haye, novembre 1998.

Allocution (au nom des juges du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) à la quatrième session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, Siège de l'ONU, mars 2000.

Merón Theodor (États-Unis d'Amérique)

[Original : anglais]

M. Meron est actuellement conseiller en droit international auprès du Département d'État des États-Unis et professeur de droit (chaire Charles L. Denison) à l'école de droit de l'Université de New York. Il a immigré aux États-Unis en 1978 et a pris la nationalité américaine en 1984. Il a fait ses études de droit à l'Université de Jérusalem, puis à Harvard, où il a obtenu son doctorat, et à Cambridge. Il enseigne le droit international à l'école de droit de l'Université de New York depuis 1978. De 1991 à 1995, il a également été professeur de droit international à l'Institut supérieur d'études internationales de Genève. Il est titulaire de la chaire Charles L. Denison depuis 1994.

M. Meron est un spécialiste reconnu de droit pénal international, de droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il a été le rapporteur du groupe d'étude du Conseil des relations extérieures qui a recommandé la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Il a été corédacteur en chef de l'*American Journal of International Law* (1993-1998), dont il est aujourd'hui directeur honoraire. Il est membre du comité de rédaction du *Yearbook of International Humanitarian Law*, du Conseil des relations extérieures, de l'American Society of International Law, de la Société française de droit international, de la branche américaine de l'Association de droit international, du barreau de l'État de New York et de l'Institut international de droit humanitaire. Il a par ailleurs siégé au comité consultatif ou au conseil d'administration de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Americas Watch et la Ligue internationale des droits de l'homme. Il a fait partie, en 1990, de la délégation des États-Unis à la réunion de Copenhague de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Dimensions humaines) et a été, en 1998, membre de la délégation américaine à la Conférence de plénipotentiaires de Rome sur l'établissement de la Cour pénale internationale. Il a participé à deux sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale. Il a par ailleurs été membre de plusieurs comités d'experts du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (conflits internes, environnement et conflits armés) et du Comité directeur d'experts du CICR sur les règles coutumières du droit international humanitaire. M. Meron est rapporteur à l'Institut de droit international pour l'universalité de compétence en matière de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Il a également été conseil et avocat des États-Unis devant la Cour internationale de Justice. Il a en outre été consultant auprès de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et du Département d'État des États-Unis. Il parle couramment français.

M. Meron a été professeur invité du Humanitarian Trust à l'Université de Cambridge et conférencier Carnegie à l'Académie de droit international de La Haye, ainsi que boursier de la Fondation Rockefeller et du Max Planck Institute d'Heidelberg, maître de conférences invité à l'Université de Cambridge (dotation Sir Hersch Lauterpacht), boursier invité d'All Souls College (Oxford) et associé spécial de l'UNITAR. Il a donné des conférences dans diverses universités et à l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg) et a présenté des communications à de nombreuses conférences. Il anime les séminaires de droit humanitaire organisés chaque année par le Comité international de la Croix-Rouge à New York et à Ge-

nève pour les diplomates de l'ONU, ainsi que des séminaires de droit humanitaire international destinés aux professeurs des universités genevoises. Il a été élu membre associé de l'Institut de droit international en 1997. Il a été à plusieurs reprises professeur de droit invité, dont à Harvard à l'automne 1999, puis à Berkeley au printemps 2000. En mars 2000, il a été rapporteur du Comité des conseillers juridiques du Conseil de l'Europe sur l'influence de la Convention européenne des droits de l'homme en matière de droit international public.

Publications

Ouvrages

Investment Insurance in International Law (Oceana-Sijthoff, 1976).

The United Nations Secretariat: The Rules and the Practice, Lexington Books (1977).

Human Rights in International Law: Legal and Policy Issues (vol. 1 et 2) (T. Meron, éd.) (Oxford University, Clarendon Press, 1984).

Human Rights Law-Making in the United Nations: A critique of instruments and Process (Oxford University, Clarendon Press, 1986).

Human Rights in Internal Strife: Their International Protection (Sir Hersch Lauterpacht Memorial Lectures Cambridge University 1986, Grotius Publications, Cambridge, 1987).

Human Rights and Humanitarian Norms as Customary Law (Oxford University, Clarendon Press, 1989).

Human Rights and Humanitarian Norms as Customary Law (Oxford University, Clarendon Press (réédition en version brochée, 1991).

Henry's Wars and Shakespeare's Laws (Oxford University Press, 1993).

Bloody Constraint: War and Chivalry in Shakespeare (Oxford University Press, 1998).

War Crimes Law Comes of Age: Essays (Oxford University Press, 1998).

Conférences

Conférences à l'Académie de droit international de La Haye, « Status and Independence of the International Civil Servant », 167, *Recueil des cours*, 289 à 384 (1980).

Invité à donner le cours d'introduction au droit international public en 2003. Titre provisoire : « Le droit international à l'ère des droits de l'homme ».

Articles

Articles publiés dans l'American Journal of International Law

« The Insured and the Insurer under International Claims Law », 68; 628 (1974).

« The Fishermen's Protective Act: A Case Study in Contemporary Legal Strategy of the United States », 69; 290 (1975).

« Staff of the United Nations Secretariat: Problems and Directions », 70; 659 (1976).

- « Applicability of Multilateral Conventions to Occupied Territories », 72; 542 (1978).
- « OPIC Investment Insurance is Alive and Well », 73; 104 (1979).
- « Violations of ILO Conventions by the U.S.S.R. and Czechoslovakia », 74; 206 (1980) (note sur les faits récents).
- « In Re Rosescu and the Independence of the International Civil Service », 75; 910 (1981).
- « Norm Making and Supervision in International Human Rights: Reflections on Institutional Order », 76; 754 (1982).
- « On the Inadequate Reach of Humanitarian and Human Rights Law and the Need for a New Instrument », 77; 589 (1983).
- « The Meaning and Reach of the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination », 79; 283 (1985).
- « Towards a Humanitarian Declaration on Internal Strife », 78; 859 (1984).
- « Reform of Law-Making in the United Nations: The Human Rights Instance », 79; 664 (1985).
- « On a Hierarchy of International Human Rights », 80; 1 (1986).
- « The Geneva Conventions as Customary Law », 81; 348 (1987).
- « Enhancing the Effectiveness of the Prohibition of Discrimination against Women », 84; 213 (1990).
- « Prisoners of War, Civilians and Diplomats in the Gulf Crisis », 85; 104 (1991) (agora).
- « Common Rights of Mankind in Gentili, Grotius and Suarez », 85; 110 (1991) (éditorial).
- « Exclusive Preserves » and the New Soviet Policy towards U.N. Secretariat, 85; 322 (1991).
- « A Declaration of Minimum Humanitarian Standards », 85; 375 (1991) (avec Allan Rosas).
- « Shakespeare's Henry the Fifth and the Law of War », 86; 1 (1992).
- « Rape as a Crime under International Humanitarian Law », 87; 424 (1993).
- « War Crimes in Former Yugoslavia and the Development of International Law », 88; 78 (1994).
- « Extraterritoriality of Human Rights Treaties », 89; 78 (1995).
- « Combatting Lawlessness in the Grey Zone Conflicts through Minimum Humanitarian Standards », Asbjorn Eide, Allan Rosas et Theodor Meron, 89; 215 (1995).
- « The Authority to Make Treaties in the Late Middle Ages », 89; 1 (1995).
- « The Time has Come for the United States to Ratify Geneva Protocol I », 88; 678 (1994).
- « Extraterritoriality of Human Rights Treaties », 88; 708 (1995).

« Combatting Lawlessness in the Grey Zone Conflicts » (avec Asbjorn Eide et Allan Rosas), 88; 215 (1995).

« International Criminalization of Internal Atrocities », 89; 554 (1995).

« The Continuing Role of Custom in the Formation of International Humanitarian Law », 90; 238 (1996).

« The Helms-Burton Act: Exercising the Presidential Option » (avec Detlev Vagts), 91; 83 (1997).

« Crimes and Accountability in Shakespeare », 92; 1 (1998).

« Classification of Armed Conflict in the Former Yugoslavia: Nicaragua's Fallout », 92; 236 (1998).

« War Crimes Law Comes of Age », 92; 462 (1998).

« Martens Clause, Principles of Humanity and the Dictates of Public Conscience », 94; 000 (2000).

« The Humanization of Humanitarian Law », 94; 239 (2000).

Articles publiés dans le British Yearbook of International Law

« International Responsibility of States for Unauthorized Acts of their Officials », 33; 85 (1957).

« The Incidence of the Rule of Exhaustion of Local Remedies », 35; 83 (1959).

« The Question of the Composition of the Trusteeship Council », 36; 250 (1960).

« Budget Approval by the General Assembly of the United Nations: Duty or Discretion? » 42; 91 (1967).

« The World Bank and Insurance », 47; 301 (1974-1975).

« Article 46 of the Vienna Convention on the Law of Treaties (Ultra Vires) Treaties: Some Recent Cases », 49; 175 (1978).

Autres articles

« Civil Jurisdiction of Canadian Courts over United States Military Personnel in Canada », 12, *University of Toronto Law Journal* 67 (1957).

« Some Reflections on the Status of Forces Agreements in the Light of Customary International Law », 6, *International and Comparative Law Quarterly*, 689 (1957).

« Repudiation of Ultra Vires State Contracts and the International Responsibility of States », 6, *International and Comparative Law Quarterly*, 273 (1957).

« Administrative and Budgetary Co-ordination by the General Assembly », dans *UN Administrative of Economic and Social Programs*, 37 (G. Mangone, éd., Columbia University Press, 1966).

« The United Nations Common System of Salary, Allowance and Benefits, a Critical Appraisal of Co-ordination in Matters of Personnel », 21, *International Organization*, 284 (1967).

- « The Effectiveness and the International Character of the U.N. Secretariat », 17, *Bulletin of the International Association of Jewish Lawyers and Jurists*, 9 (1977).
- « Soviet Conduct in Multilateral Institutions », in *Perceptions: Relations Between the United States and the Soviet Union*, Commission des affaires étrangères, Sénat des États-Unis, 285 (1978).
- « The Treaty Power: The International Legal Effect of Changes in Obligations Initiated by the Congress », dans *The Tethered Presidency*, 103 (T. Franck, éd., 1981).
- « The Eritrean Autonomy: A Case Study of a Failure » (avec Anna M. Pappas), dans *Models of Autonomy*, 183 (Y. Dinstein, éd., 1981).
- « A Report on the NYU Conference on Teaching International Protection of Human Rights », 13, *NYU Journal of International Law and Politics*, 881 (1981).
- « The New Administrative Tribunal of the World Bank » (avec Betty Elder), 14, *NYU Journal of International Law and Politics*, 1 (1981).
- « Waldheim, His Office and its Future », *The New York Times*, 26 octobre 1981.
- « The Role of the Executive Heads », 14, *NYU Journal of International Law and Politics*, 861 (1982).
- « Charter Powers of the United Nations' Secretary-General with regard to the Secretariat and the Role of General Assembly Resolutions », 42, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 731 (1982).
- « Human Rights – Effective Remedies », dans *Actes de la soixante-dix-septième réunion annuelle de l'American Society of International Law*, 397 (1983).
- « Civil Service, International », in Instalment 5, *Encyclopedia of Public International Law*, 4 (R. Bernhardt, éd., 1983).
- « International Secretariat », in Instalment 5, *Encyclopedia of Public International Law*, 174.
- « World Bank Administrative Tribunal », in Instalment 5, *Encyclopedia of Public International Law*, 400 (R. Bernhardt, éd., 1983).
- « Teaching Human Rights: An Overview », in 1, *Human Rights in International Law: Legal and Policy Issues*, 1 (T. Meron, éd., 1984).
- « L'indépendance de la fonction publique internationale et son avenir », dans *L'Avenir des organisations internationales*, 221 (1984).
- « Human Rights in Time of Peace and in Time of Armed Strife: Selected Problems », dans *Issues in Contemporary International Law: Essays in Honor of Louis B. Sohn*, 1 (T. Buergenthal, éd., 1984).
- « Reforming United Nations Human Rights Law-Making », dans *Actes de la quatre-vingtième réunion annuelle de l'American Society of International Law* (1986).
- « Draft Model Declaration on International Strife », *International Review of the Red Cross*, janvier-février 1988, No 262, at 59.
- « Neutrality, the Rights of Shipping and the Use of Force in the Persian Gulf War », dans *Actes de la quatre-vingt-deuxième réunion annuelle de l'American Society of International Law*, 164 (1988).

- « Prospects for Ratification of Protocol II », dans *Actes de la quatre-vingt-deuxième réunion annuelle* de l'American Society of International Law, 614 (1988).
- « State Responsibility for Violations of Human Rights », dans *Actes de la quatre-vingt-troisième réunion annuelle* de l'American Society of Law, 372 (1989).
- « Draft Model Declaration on Internal Strife », *Nordic Journal on Human Rights*, 1987, No 3, at 12.
- « On the Relationship between Settlement of Disputes Procedures and Remedies in Human Rights Treaties and other Procedures and Remedies », dans *Festschrift for Dietrich Schindler*, 109 (1989).
- « Democracy and the Rule of Law », 153, *World Affairs*, No 1, at 23 (1990).
- « On the Significance of the Copenhagen CSCE Document », 153, *World Affairs*, 23 (1990).
- « Internal Strife: Applicable Norms and a Proposed Instrument », dans *Humanitarian Law of Armed Conflict: Challenges Ahead (Essays in Honour of Frits Kalshoven)*, 249 (Astrid J. M. Delissen and Gerard J. Tanja, éd., 1991).
- « Protected Persons under the Fourth Geneva Convention », dans *Future of Human Rights in a Changing World*, 155 (A. Eide, éd., 1991).
- « The Protection of the Human Person under Human Rights Law and Humanitarian Law », *U.N. Human Rights Bulletin* 91/1 at 33 (1992).
- « Commentary on Humanitarian Intervention », dans *Law and Force in the New International Order*, 212 (Lori Fisler Damrosch & David J. Scheffer, éd., 1991).
- « Deportation of Civilians as a War Crime under Customary Law », in *Broadening the Frontiers of Human Rights: Essays in Honour of Asbjorn Eide*, 201 (Donna Gormien, éd., 1993).
- « The Case for War Crimes Trial in Yugoslavia », *Foreign Affairs*, été 1993, p. 122.
- « On Custom and the Antecedents of the Martens Clause in Medieval and Renaissance Ordinances of War » (Rudolf Bernhardt Festschrift 1995 at 173).
- « The Normative Impact on International Law of the International Tribunal for Former Yugoslavia » (1995) *Israel Y.B. on Human Rights*, 163.
- « Democracy, Rule of Law and Admission to the Council of Europe » (avec Jeremy Sloan), 26 *Israel Y.B. Human Rights*, 137 (1997).
- « From Nuremberg to The Hague », 149, *Military Law Review*, 107 (1995).
- « International Crimes in Internal Armed Conflicts », in *Dai Tribunali Penali Internazionali Ad Hoc a una Corte Permanente*, 127 (Flavia Lattanzi & Elena Sciso, éd., 1996).
- « The Expanding Horizons of International Humanitarian Law », dans *International Law as a Language for International Relations*, Actes du Congrès des Nations Unies sur le droit international public, 462 (1996).
- « The Homeric Wars through Shakespeare », 91, *ASIL Proc.*, 126 (1997).
- « Francis Lieber's Code and Principles of Humanity », 36 *Colum. J. Transnational Law*, 269 (1997).

« Contemporary Conflicts and Minimum Humanitarian Standards », dans *International Law: Theory and Practice*, 623 (K. Wellens, éd., 1998).

« War Crimes Law for the Twenty-First Century », *The Law of Armed Conflict: Into the Next Millennium*, 71, *International Law Studies*, 325 (Michael N. Schmitt & Leslie C. Green, éd., 1998).

« From Agincourt to the Treaty of Rome », *International Law Across the Spectrum of Conflict: Essays in Honour of Professor L.C. Green* (1999).

« New Challenges to Human Rights », dans *Forum Deusto, Los Derechos Humanos en un Mundo Dividido*, 227 (1999).

« Crimes under the Jurisdiction of the International Criminal Court », dans *Reflections on the ICC: Essays in Honour of Adriaan Bos*, 47 (Herman von Hebel, Johan Lammers and Jolien Schukking, éd., 1999).

« Customary Law », dans *Crimes of War*, 153 (Roy Gutman & David Rieff, éd., 1999).

« Ideal to Law to Practice: the Universal Declaration Today and Tomorrow », 11, *Pace International Law Review*, 89 (1999).

**Mumba Florence Ndepele Mwachande
(Zambie)**

[Original : anglais]

Date de naissance : le 17 décembre 1948.
 Qualifications : LL. B., 1972 (Zambie)
 Certificat de français (1968)
 Admission au barreau : 30 avril 1973
 Fonctions actuelles : Élu(e) juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie en 1997, Vice-Présidente du Tribunal depuis novembre 1992

Expérience professionnelle

A exercé les fonctions d'avocat devant les juridictions inférieures, la Haute Cour et la Cour suprême dans des affaires de droit pénal, droit civil, droit de la famille, droit commercial, responsabilité civile et droit matrimonial.

1973 Avocate de l'assistance judiciaire.
 1975 Avocate de l'assistance judiciaire (*Assistant Senior Counsel*).
 1977 Avocate de l'assistance judiciaire (*Senior Counsel*).
 1978 Directrice du Département de l'assistance judiciaire.

Octobre 1980, juge à la Haute Cour

Affaires de droit pénal et de procédure pénale. Juridiction pénale de première instance; affaires civiles, de droit de la famille, de droit contractuel, de responsabilité civile, de droit commercial et de droit des successions. Appels en matière pénale et civile de décisions des juridictions inférieures (*Subordinate Courts et Magistrates Courts*).

Mars 1989, Inspectrice générale

Chargée d'enquêter sur les plaintes de caractère administratif dans les institutions publiques.

Juillet 1997, juge à la Cour suprême

Juridiction de dernier ressort de Zambie.

Fonctions ad hoc

1985 Présidente de la Commission d'enquête constituée par le chef d'État pour enquêter sur les litiges entre les employés et l'administration du Zambia National Provident Fund. A présenté un rapport contenant des recommandations au chef de l'État.
 1991 Présidente de la Commission d'enquête constituée par le chef de l'État pour enquêter sur un accident de la route au cours duquel le Vice-Président de la Zambie a été gravement blessé et son aide de camp tué.

- 1993 Présidente de la Commission d'enquête constituée par le chef de l'État pour examiner les conditions d'emploi et les rémunérations dans la fonction publique en vue de faire des recommandations dans l'optique d'une réforme.

Associations professionnelles

- 1976-1979 Commission zambienne pour le développement du droit.
- 1981-1983 Membre de la rédaction du Council of Law Reporting de Zambie.
- 1985-1990 Membre du Conseil zambien d'éducation juridique.
- 1992-1994 Membre de la Commission électorale de Zambie.
- 1992-1995 Membre de la Commission de la condition de la femme de l'ONU.
- 1992-1996 Directrice pour l'Afrique de l'International Ombudsman Institute Board.
- 1994-1996 Vice-Présidente, International Ombudsman Institute.
- 1995-1997 Vice-Présidente, Conseil de l'Université de Zambie.
- 1996-1997 Membre du chapitre zambien du Comité de sélection des boursiers Rhodes.
- 1996 Membre de la Commission internationale de juristes.

Participation à des conférences et séminaires

- 1972 International Moot Court Competition, Washington. A participé à la moot court de droit international concernant la Rhodésie et sa déclaration unilatérale d'indépendance.
- 1977 Annual Academy of American and International Law.
- 1985 Conférence mondiale des Nations Unies sur la femme (Kenya), en tant que conseillère de la délégation zambienne.
- 1987 Stage sur les institutions juridiques américaines touchant la famille et le droit des mineurs, National Council of Juvenile and Family Court Judges (États-Unis d'Amérique).
- 1990 « Ombudsman Idea and Systems in Africa », Tanzanie.
- 1991 Congrès sur l'ombudsman judiciaire, Porto Rico.
- 1992 Journées d'étude sur l'ombudsman organisées par le Secrétariat du Commonwealth, Canada.
- 1992 Cinquième Congrès mondial sur l'ombudsman, Autriche.
- 1994 Journées d'étude du Commonwealth sur le thème « Promoting Democracy, Human Rights and Development », Namibie.
- 1994 Conférence régionale pour l'Afrique consacrée à la femme, réunion préparatoire en vue de la Conférence de Beijing (ONU), Sénégal.

- 1994 Colloque régional africain du Commonwealth pour les hauts magistrats consacré à l'application au plan interne des normes internationales relatives aux questions de parité des sexes, Zimbabwe.
- 1995 En tant que membre de la Commission internationale de juristes, a participé à l'élaboration du Protocole à la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples concernant la création d'une cour africaine des droits de l'homme, Le Cap (Afrique du Sud).
- 1995 Conférence de la Commission internationale de juristes sur le rôle des avocats dans la réalisation des droits économiques et sociaux, Bangalore (Inde).
- 1996 Journées d'étude consacrées à un examen de l'efficacité de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples face aux plaintes faisant état de violations des droits de l'homme en Afrique, Burkina Faso.
- 1996 Conférence de juges sur le cadre de la Constitution sud-africaine.
- 1996 En tant que Directrice de l'International Ombudsman Institute pour la région Afrique, a organisé l'atelier de l'Institut pour les enquêteurs en Afrique, Pretoria.
- 1996 En tant que Directrice pour la région Afrique et Vice-Présidente de l'International Ombudsman Institute, a participé à la sixième Conférence mondiale d'ombudsman, Argentine.

A présenté de nombreux documents lors de conférences.

- 1990 Première Conférence régionale africaine d'ombudsman sur le thème « La justice pour tous ». « The effectiveness of the Commission for Investigations – Zambia's Ombudsman Institution », Ouganda.
- 1991 Journées d'étude internationales consacrées à l'ombudsman face aux plaintes faisant état de violations de la Constitution. « The Commission for Investigations and Constitutional Complains in Zambia », Espagne.
- 1991 Deuxième Conférence régionale africaine d'ombudsman, « Establishment and operations of the Commission for Investigations in Zambia », Lusaka.
- 1993 Séminaire organisé en Afrique du Sud sur l'ombudsman; présentation d'un document intitulé « The Challenges facing the Ombudsman Institution », Pretoria.
- 1993 Journées d'étude du Commonwealth sur la création d'institutions de médiation en Gambie, « An effective Ombudsman », Banjul.
- 1994 Journées d'étude sur l'ombudsman organisées par le Centre Carter et le Gouvernement danois et consacrées à la nécessité de créer une institution de médiation en Éthiopie : « The Ombudsman in an African Perspective ».

- 1994 Conférence de l'International Ombudsman Institute sur la notion d'ombudsman, « The Ombudsman Concept in the African Region », Province chinoise de Taiwan.
- 1995 Colloque « Ombudsman, India and the World Community », « The Ombudsman; The Need for Protection and Control », Inde.
- 1995 Première réunion des médiateurs européens et africains, « Approche commune des problèmes et coopération entre médiateurs européens et africains », France.
- 1995 Quatrième Conférence régionale africaine d'ombudsman, « The effectiveness of the Ombudsman Institution in Building and Ensuring Integrity in the Civil Service », Soudan.

Publications

- 1995 « The Ombudsman: the need for protection and control » *Ombudsman – India and the World Community*, p. 33 à 40.
- « Development and Essential Features of the Ombudsman Institution », *The Ombudsman in Southern Africa*, p. 17 à 26.
- The Commission for Investigations in Zambia », *ibid.*, p. 233 à 239.

**Nieto-Navia Rafael
(Colombie)**

[Original : anglais/espagnol]

Date et lieu de naissance : le 5 février 1938 à Bogota

Fonctions judiciaires

Juge de la Chambre d'appel des tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda (depuis novembre 1997).

Membre et Président du Tribunal international argentin-chilien d'arbitrage pour le tracé de la frontière entre la borne 62 et le Mont Fitz-Roy (1991-1995).

Juge (1982-1994) et Président (1987-1989 et 1993-1994) de la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

Membre du groupe national colombien de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1988).

Membre de la Commission consultative des relations extérieures de Colombie (1982-1986).

Juge de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice de Colombie (1980-1984).

Formation universitaire

Université Javeriana (Bogota) : docteur en sciences juridiques et économiques (1962).

Université des Andes (et Académie de droit international de La Haye) : droit international (1969).

Université Javeriana (Bogota) : droit des affaires (1971).

Université de Buenos Aires (et Académie de droit international de La Haye) : droit international (1972).

Fundação Getulio Vargas (Organisation des États américains, Commission juridique interaméricaine) (Rio de Janeiro) : droit international (1974).

Fonctions académiques

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Javeriana (Bogota) depuis 1962. Professeur titulaire depuis 1965.

Professeur dans divers établissements : Université Santo Tomás (1996), Institut de droit international et de diplomatie de l'Université Jorge Tadeo Lozano (Bogota), (1974-1976), au Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario (Bogota) (cours de droit international) (1975), Université Nueva Granada (Bogota) (1979-1981), Universidad Sergio Arboleda (Bogota) (1986-1990) et faculté des sciences politiques de l'Université Javeriana (Bogota) (1985-1991).

Autres fonctions académiques

Professeur de droit des affaires au Colegio de Estudios Superiores de Administración (Bogota) depuis 1977.

Orateur ou professeur invité dans diverses institutions : Centre d'études colombiennes (Bogota), de l'Institut des études internationales du Ministère des relations extérieures de Colombie (Bogota), École supérieure de guerre de Colombie (Bogota), Université extérieure de Colombie (Bogota), Aspen Institute for Humanistic Studies (États-Unis d'Amérique), de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica), cours OEA-CIJ de droit international (Rio de Janeiro), Institut international des droits de l'homme René Cassin (Strasbourg, France), Université nationale de Córdoba (Argentine), Université du Texas (Tyler, États-Unis d'Amérique), Université Lomas de Zamora (Buenos Aires, Argentine), Conseil de l'Europe (Strasbourg, France), Université ibéro-américaine (Mexique), Pontificia Universidad de Salamanca (Espagne), Institute of International Public Law (Thessalonique, Grèce), Instituto colombiano de Administración (Bogota).

Autres fonctions

Membre de la Commission du Gouvernement colombien qui a préparé le quatrième Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (1962).

Membre de la Première Sous-Commission pour l'étude des problèmes concordataires de la Conférence épiscopale de Colombie (1972-1973).

Représentant de la Colombie au deuxième Congrès latino-américain de l'épargne (Guatemala, 1966).

Directeur de la section de politique internationale (1968-1971) et Codirecteur de la section de politique (1971-1982) de la *Revista Javeriana* (Bogota).

Ex-Président du Centre d'études colombiennes et Directeur de la *Revista CEC* (1982-1984).

Membre de la Commission des affaires juridiques et constitutionnelles, qui a rédigé un projet de réforme de la Constitution (1984-1985).

Membre du Conseil consultatif du Centre interaméricain d'instruction et de promotion électorales (San José, Costa Rica) depuis 1984 et de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica) de 1983 à 1995. Vice-Président de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica) (mai 1992-juin 1994).

Représentant de la Colombie en tant qu'Ambassadeur extraordinaire à la neuvième Conférence au Sommet des pays non alignés (1989).

Représentant de la Colombie en tant qu'Ambassadeur extraordinaire à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi qu'au Conseil de sécurité (1989).

Membre de la Cour interaméricaine représentant la Colombie à l'Organisation des États américains lors de ses sessions ordinaires de 1985 à 1994.

Membre du Comité d'honneur pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Institut international des droits de l'homme.

Publications

La doctrina de Monroe, Presencia Histórica (Tesis), Bogota, 1962

El Pensamiento Político del Libertador (éditeur), Bogota, 1983.

Introducción al Sistema Interamericano de Protección a los Derechos Humanos, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Temis, éd., San José – Bogota (2e éd. – 1993).

El Bien Común, publication de l'Instituto Juan Pablo II, Bogota 1989.

Derecho Internacional Público – Lecturas (Selección de Rafael Nieto Navia), Pontificia Universidad Javeriana, Bogota (1990).

La Corte Interamericana de Derechos Humanos : su jurisprudencia como mecanismo de avance en la protección de los derechos humanos y sus limitaciones, IIDH, Serie para ONG. No 2, San José, Costa Rica 1991.

Estudios sobre Derecho Internacional Público. Universidad Javeriana, Bogota, 1993.

La Corte y el Sistema interamericano de Derechos Humanos (éditeur), Corte IDH (San José 1994).

Autres publications

« La jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos sobre la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados » dans *Derechos Humanos en las Américas*, Libro Homenaje a la memoria de Carlos A. Dunshee de Abranches (OEA [ed.] Washington, 1985).

« La jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *XI Curso de Derecho Internacional* (OEA-CIJ, Washington 1984).

« La jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *1 Revista HDH*, San José (janvier-juin 1985).

« La Constitución Colombiana y los Tratados Internacionales » dans OEA, *Anuario Jurídico Interamericano*, 1985.

« El Golfo y San Andrés » dans *Revista Credencial*, (Bogota, novembre 1987).

« Comentarios al Discurso del Papa en la Casa de Nariño » dans *Hacia la Civilización del Amor*, Instituto de Estudios Sociales Juan Pablo II y Centro de Estudios Colombianos (editores), Bogota, 1987.

« La Subjetividad Internacional de la Iglesia Católica a la luz del Derecho Internacional Vigente » en *Matrimonio, Educación y Paz en Colombia*, Secretariado Permanente del Episcopado Colombiano Sección de Universidades, Editorial Andes, Bogota (1988).

« Derechos Humanos ... pero también deberes » dans *11 Ciencia Política*, Bogota (deuxième trimestre 1988).

« La democracia como marco del sistema interamericano de derechos humanos » dans *Revista IIDH*, número spécial, San José (mai 1989).

« Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *La Convención Interamericana de Derechos Humanos*, Cuadernos de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, segunda serie, No 9, (Montevideo 1989).

- « Los intringulis de la Constituyente » dans *Revista Credencial*, Bogota, novembre 1990.
- « La actualidad de intermediación en el negocio de seguros » dans *Fasecolda, Memorias de la 2a. Convención Nacional de Seguros*, 3-5 octubre 1990, Cartagena (Bogota, 1989).
- « Democracia y derechos humanos » dans *Papel Político* No 11, (Bogota, décembre 1990).
- « Democracia y bien común como marco para los derechos humanos » dans *Revista IIDH*, No 12, San José (juillet-novembre 1990).
- « Derechos Humanos en la Constitución colombiana de 1991 » dans *Constitución y libertad*, (DHIAC, Mexico 1991).
- « Los títulos valores según el derecho incorporado y la ley de circulación » dans *Bolsa de Bogotá* (ed.) Títulos Valor, juin 1991.
- « Concordato y Constitución », *Revista Futuro Colombiano*, No 28, avril-juin 1993, Bogota.
- « Los Casos contra, Honduras en la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans *84/86 Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional* (Brasilia).
- « Comentarios sobre las Libertades y algunos Derechos Humanos contemplados en la Nueva Constitución Colombiana » dans Juan Carlos Castro Lorie (Comp.), *Homenaje al Profesor Eduardo Ortiz Ortiz* (Colegio Santo Tomás de Aquino, Universidad Autónoma de Centroamerica, San José, 1994).
- « La Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans Rodolfo Cerdas Cruz y Rafael Nieto Loaiza (Comp.), *Estudios Básicos de Derechos Humanos I*, IIDH-Commission de l'Union européenne (San José, 1994).
- « Las Medidas Provisionales en la Corte Interamericana de Derechos Humanos : Teoría y Praxis » dans R. Nieto (ed.) *La Corte y el Sistema Interamericanos de Derechos Humanos* (San José, 1994).
- « Prólogo » dans Mario Alejandro Quintero y Federico Andrés Torres (Comp.), *Colombia y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos* (2 volumes), Universidad Externado de Colombia-Cipe, Bogota 1994.
- « La función Judicial Internacional » dans *19 Revistas IDH* (San José, janvier-juin 1994).
- « Aplicación por la Corte Interamericana de Derechos Humanos de las Normas de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados sobre Interpretación en Diversos Idiomas » dans *The Modern World of Human Rights, Essays in Honour of Thomas Buergenthal* (IIDH, San José, 1996).
- « Un problema puntual de la Constitución colombiana : Los Derechos a la Igualdad y a la Propiedad y la Expropiación sin Indemnización » dans *Amicorum Liber Héctor Gros Espiell, Persona Humaine et droit international*, vol. I, (Bruylant, Bruxelles, 1997).
- « Jurisprudencia en Materia de Delimitación Marítima », dans *Liber Amicorum In Memoriam of Judge José María Ruda*. (Kluwer, Netherlands, 2000).

Ntahompagaze Léopold (Burundi)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : le 20 juin 1959 à Gishubi, province de Gitega

Profession : Cadre politique à la première vice-présidence de la République

Études faites

1967-1975	École primaire de Gishubi : certificat national.
1975-1982	Collège Notre-Dame de Gitega : certificat des humanités générales.
1982-1987	Université du Burundi : licence en droit.

Séminaires et stages internationaux

Octobre 1995	Séminaire sur les droits de l'homme : Belgique, France, Luxembourg; certificat.
Juillet 1996	Stage à l'Institut international des droits de l'homme : Strasbourg (France); certificat.

Fonctions exercées

Avril 1987-juin 1988	Substitut du Procureur de la République en mairie de Bujumbura.
Juillet 1988-septembre 1991	Procureur de la République à Muramvya.
Octobre 1991-juillet 1996	Juge à la cour d'appel de Bujumbura.
Août 1993-décembre 1996	Président de la cour d'appel de Bujumbura.
Septembre 1995-décembre 1996	Président de la chambre criminelle et de la cour d'appel de Bujumbura.
Décembre 1996-août 1998	Juge à la cour administrative de Bujumbura.
Août 1998-octobre 1999	Conseiller politique et diplomatique à la première Vice-présidence de la République.
Novembre 1999 à ce jour	Conseiller principal chargé des questions juridiques et administratives à la première vice-présidence de la République.
Octobre-décembre 2000	Chef de cabinet par intérim du Premier Vice-Président de la République.

Activités extraprofessionnelles

1. Membre de la Commission nationale électorale pour les élections présidentielles et législatives de juin 1993.
2. Membre du Conseil supérieur de la magistrature, 1993.

3. Membre du Conseil de discipline de la police, 1993.
4. Professeur de droit à temps partiel à l'Institut supérieur de commerce.
5. Professeur de droit à temps partiel à l'École nationale de police, 1992.
6. Formateur des candidats-magistrats des juridictions inférieures, 1992.

**Orie Alphonsus Martinus Maria
(Pays-Bas)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 23 novembre 1947 à Groningue, Pays-Bas

Études et diplômes

1958-1966 Études secondaires – section philosophie.
1966-1971 Études de droit, Université de Leyde, maîtrise de droit.
Cours de droit européen (droit pénal), Université libre de Bruxelles.

Langues vivantes

Anglais, français et allemand.

Activités professionnelles actuelles

Depuis 1997 Juge à la Cour suprême des Pays-Bas (deuxième chambre, affaires criminelles).
Depuis 1998 Juge nommé par la Couronne à la cour d'appel disciplinaire du barreau néerlandais.
Depuis 2000 Membre du groupe de travail spécial chargé d'informer les Ministères de la justice et des affaires étrangères sur les textes d'application du Statut de Rome (Cour pénale internationale).
Depuis 2000 Président du Comité chargé d'informer les magistrats néerlandais sur l'exploitation intégrée des bases de données électroniques.
Depuis 2000 Membre du Comité chargé d'informer le Ministre belge de la justice sur le travail entrepris par les Universités d'Anvers, de Gand et de Liège afin de définir une législation cohérente et transparente pour la coopération internationale en matière pénale.
Depuis 1997 Membre du Bureau de l'Association internationale du droit pénal (Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht).
Depuis 1980 Cofondateur et Président de la Société internationale de droit pénal (Gezelschap voor Internationaal Strafrecht), branche néerlandaise de l'Association internationale du droit pénal.

Activités professionnelles antérieures*À temps plein*

- 1980-1997 Admis au barreau de la Cour suprême des Pays-Bas, associé du cabinet d'avocats Wladimiroff & Spong, La Haye. Spécialités : droit pénal, en particulier affaires pénales internationales (avocat de la défense devant des juridictions étrangères, extradition, transfèrement de détenus, coopération judiciaire internationale), et affaires criminelles jugées devant la Cour suprême.
- 1995-1997 Avocat commis d'office par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, notamment pour les questions de fond relatives à l'établissement et la juridiction du Tribunal et l'interrogatoire des experts-témoins.
- 1971-1980 Chargé de cours à l'Université de Leyde, département de droit pénal.

À temps partiel

- 2000 Membre de la délégation chargée de conseiller le Ministère de la justice de la République tchèque sur les questions de droit pénal et de coopération internationale en matière pénale.
- 1998 Membre de la délégation de consultation sur le dialogue entre l'Union européenne et la Chine en matière de droit pénal international.
- 1997 Conseiller auprès du conseiller juridique du Ministre des affaires étrangères dans l'affaire de Lockerbie.
- 1997-1998 Membre du groupe de travail spécial chargé d'aider le Ministère des affaires étrangères à préparer la Conférence de Rome sur la Cour pénale internationale.
- 1994-1997 Juge suppléant de la cour d'appel, Amsterdam.
- 1994 Membre du groupe de travail spécial chargé d'aider le greffier du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à établir une directive sur la commission d'office.
- Depuis 1990 Membre de divers comités chargés d'informer le Ministre de la justice de l'avancement des recherches dans le domaine du droit pénal international.
- 1989-1994 Membre du Conseil du barreau de la Cour suprême des Pays-Bas (dossiers : droit pénal, lois d'immigration et éducation).

- 1983-1996 Membre de trois comités consultatifs spéciaux auprès du Ministre de la justice sur :
- La position de la défense dans le domaine de la coopération en matière pénale (1992-1994);
 - Examen des procédures de la Cour suprême dans les affaires pénales (1995-1996);
 - Procédure administrative simplifiée pour les infractions mineures au code de la route (1983-1985);
- 1972-1975 Greffier suppléant du tribunal de district de La Haye.

Activités d'enseignement

Depuis 1980 (ex-chargé de cours de l'Université de Leyde), nombreux séminaires et conférences devant des étudiants et doctorants, essentiellement sur le droit pénal international, notamment :

Droit des tribunaux internationaux, École de droit d'Arusha, Arusha;

Droit pénal international, divers colloques de l'Association internationale du barreau, à Dublin, Londres, Madrid et Munich;

Droit pénal international : universités d'Utrecht (Pays-Bas), Tilburg (Pays-Bas), Maastricht (Pays-Bas), Amsterdam (Pays-Bas), Groningue (Pays-Bas), Leyde (Pays-Bas), Hambourg (Allemagne), Francfort (Allemagne), Vienne, Athènes, Syracuse (ISISC, Italie), Kiev (Ukraine);

Droit pénal international, dans le cadre des réunions de l'Association internationale de droit pénal, conférences et colloques préparatoires, à Strasbourg (France), Hammamet (Tunisie), Helsinki (Finlande), Utrecht (Pays-Bas), Hambourg (Allemagne), Le Caire, Vienne, Rio de Janeiro (Brésil) et Budapest.

Choix de publications

Livre

A general introduction to International Criminal Law, 3e édition, à paraître en 2001 (1re édition, 1980; 2e édition, 1991), avec J.v.d. Meijs, A. Smit et (2001) J. M. Sjöcrona (publié en néerlandais sous le titre *Internationaal Strafrecht*).

Articles

« Accusatorial v. Inquisitorial Approach in International Criminal Proceedings prior to the establishment of the ICC and in proceedings before the ICC » (45 p. environ, à paraître dans *International Criminal Law, A Commentary on the Rome Statute*, publié sous la direction d'Antonio Cassese, Oxford University Press, 2001, texte disponible).

« Case annotation to decisions of the ICTR in the Akayesu and Ntakirutimana cases » (chambre de première instance et chambre d'appel), sur le libre choix des avocats commis à la défense des accusés sans ressources, dans *Annotated Leading Cases of International Tribunals* (vol. II), publié sous la direction de A. Klip et G. Sluiter, janvier 2001.

« Far or further from home, the shifting balance between the requesting and the requested state in recent EU extradition law », dans *Rede en Recht* (liber amicorum Nico Keijzer), Deventer, 2000 (publié en néerlandais sous le titre « Ver(der) van huis, de verschuiving van het evenwicht tussen de positie van de verzoekende en de aangezochte staat in het komende EU uitleveringsrecht »).

« The Criminal Justice Systems facing the Challenge of Organised Crime », Rapport national des Pays-Bas (avec Den Boer, M., Sjöcrona, J. M., Veldt, M. I., et van der Wilt, H.), dans *Revue internationale de droit pénal*, vol. 70, Nos 1 et 2, 1999, p. 575 à 629.

« Mechanisms of Developing Procedural Standards in International Adjudication: The Delicate Balance between the Judiciary and the Legislative Powers in Developing the Rules of Procedure », dans *Nouvelles études pénales*, No 17, 1998, p. 383 à 387.

« International Tribunals, a new chapter in international criminal procedure », dans *Homo Advocatus* (liber amicorum G. Spong), La Haye, 1998, p. 133 à 149 (publié en néerlandais sous le titre « Internationale Tribunalen : een nieuwe stap in de ontwikkeling van internationaal strafprocesrecht »).

« To be or not to be (re)present(ed), that's the question », *Delikt en Delinkwent*, 1996, p. 1004 à 1015 (publié en néerlandais sous le même titre).

« Surrender of suspects to the Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie », dans *Er is meer, opstellen over mensenrechten in internationaal en nationaal perspectief*, red. C. H. Brants, C. Kelk et M. Moerings (liber amicorum A. H. J. Swart), Utrecht 1996, p. 51 à 63 (publié en néerlandais sous le titre « Overlevering van verdachten aan het Joegoslavië Tribunaal: een terreinverkenning »).

« Problems with the effective use of prisoner transfer treaties », dans *The Alleged Transnational Criminal (The second biennial International Criminal Law Seminar, 1995)*, publié sous la direction de Richard D. Atkins, Martinus Nijhoff, La Haye, 1995, p. 59 à 67.

« Sale of nationals by the Kingdom of the Netherlands: Extradition and prisoner transfer between the Netherlands Antilles and the USA », *Nederlands Juristenblad* 1995, p. 898 et 899 (publié en néerlandais sous le titre « Het Koninkrijk doet zijn onderdanen in de uitverkoop »).

« The regionalization of international criminal law », Rapport national des Pays-Bas (avec Bonn, M., Haentjens, R. C. P. et Smit, A. M. G.), dans *Revue internationale de droit pénal*, 1er et 2e trimestres 1994).

« Technical remarks on pleading at trial, dans Spreken is zilver, pleiten is goud (Tobias Asser lustrumbundel) », Arnhem, 1994, p. 75 à 85 (publié en néerlandais sous le titre « Van de klad in het pleidooi naar het pleidooi in klad »).

« The defendant in between legal systems », dans *Schengen en de praktijk*, Gand (Belgique), 1992, p. 37 à 46 (publié en néerlandais sous le titre « De verdachte op het scheidingsvlak tussen rechtssystemen »).

« The defence counsel under Dutch Law », dans *Europa und Strafverteidigung*, Cologne, 1990. Bericht zum 14. Strafverteidigertag, p. 235 à 246 (publié en allemand sous le titre « Der Strafverteidiger in Niederländischen Recht »).

« Les crimes internationaux et le droit pénal interne », Rapport national des Pays-Bas, avec Rüter, C. F., Schutte, J. J. E. et Swart, A. H. J., dans *Revue internationale de droit pénal*, vol. 60, Nos 1 et 2, 1989, p. 395 à 418.

« International criminal investigation », dans *Internationalisering van het strafrecht*, Nimègue, 1986, p. 165 à 180 (publié en néerlandais sous le titre « Internationale opsporing »).

« The rights of the defendant in international judicial assistance in criminal cases », dans *Bij deze stand van zaken* (liber amicorum A. L. Melai), Arnhem, 1983, p. 351 à 361 (publié en néerlandais sous le titre « De verdachte tussen wal en schip of de systeembreuk in de kleine rechtshulp »).

« Fair trial in the Menten case », *Delikt en Delinkwent*, No 2, février 1979, p. 84 à 95 (publié en néerlandais sous le titre « Menten en de goede procesorde »).

« The legality of Menten's transfer from Switzerland to the Netherlands: disguised extradition », *Rechtsgeleerd Magazijn Themis*, No 2, 1978, p. 138 à 157 (publié en néerlandais sous le titre « Werd Menten rechtmatig van Zwitserland naar Nederland gebracht? (een geval van verkapte uitlevering) »).

« International Criminal Law aspects of the Dost case », *Nederlands Juristen Blad*, 1976, p. 1045 à 1059 (publié en néerlandais sous le titre « Internationaal strafrechtelijke aspecten van de Dostaffaire »).

« Conspiracy against the Queen », avec J. J. I. Verburg, *Delikt en Delinkwent*, 1975, p. 475 à 489 (publié en néerlandais sous le titre « De koningin bedreigd »).

« A kaleidoscope of International Criminal Law », *Delikt en Delinkwent*, No 8, octobre 1974, p. 403 à 408 (publié en néerlandais sous le titre « Een kaleidoskoop van het internationale strafrecht »).

Pocar Fausto
(Italie)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 21 février 1939, à Milan

Formation et diplômes

Docteur en droit (*cum laude*) de la faculté de droit de l'Université de Milan (1961).

« Libero docente » en droit international (1969).

Langues vivantes

Italien (langue maternelle).

Français (lu, écrit et parlé) : excellent.

Anglais (lu, écrit et parlé) : excellent.

Espagnol (lu, écrit et parlé) : très bon.

Allemand (lu, écrit et parlé) : bon.

Carrière universitaire

Professeur de droit international à l'Université de Milan (depuis 1976, actuellement en congé).

Vice-recteur et membre du Conseil d'administration de l'Université de Milan (1984-1997); fondateur et Directeur de l'École d'études supérieures en droit et économie communautaires de l'Université de Milan (1989-2000); doyen de la faculté des sciences politiques et membre du Conseil des études universitaires de l'Université de Milan (1981-1984); Directeur de l'Institut de droit international de l'Université de Milan (1980-1984, 1986-1987, 1991-1994).

Membre du Comité des sciences juridiques du Conseil national des universités (1981-1987).

Professeur de droit européen (1970-1976), de droit international privé (depuis 1985), de droit européen du travail (1989-1999) à l'Université de Milan.

Professeur de droit des organisations internationales à la faculté des relations publiques de l'Instituto Universitario di Lingue Milano (IULM), Milan (1995-2000).

Rédacteur en chef de *Rivista di diritto internazionale privato e processuale* et membre du comité scientifique des revues suivantes : *Italian Yearbook of International Law*, *La Comunità internazionale* et *Relazioni internazionali*.

Professeur de droit des organisations internationales à l'École supérieure de droit de l'Université de Parme (1981-1983).

Professeur de droit communautaire à Johns Hopkins University, au Centre de Bologne (1983-1984).

Cours à l'Académie de droit international de La Haye (1983, 1993) (cours de droit général); directeur d'études à l'Académie (1981).

Cours à l'Institut universitaire international du Luxembourg (1979).

Carrière dans le domaine du droit international humanitaire et des droits de l'homme

Juge du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (depuis février 2000) et membre de la cour d'appel; membre de la cour d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda (depuis avril 2000).

Membre (1985-2000) et Président (1991-1992) du Comité des droits de l'homme créé par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; Vice-Président (1987-1988), Rapporteur (1989-1990), Rapporteur pour les nouvelles communications individuelles (1995-1999), Rapporteur pour le suivi des constatations finales (1999-2000).

Représentant spécial du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour une visite en Tchétchénie (1995) et en Fédération de Russie (1995 et 1996).

Conférencier invité à plusieurs séminaires organisés par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme dans diverses villes : Lomé, 1988 et 1996; Kigali, 1988; Moscou, 1988, 1989 et 1991; Conakry, 1989; Banjul, 1989; Tokyo, 1989; Ottawa, 1990; Belgrade, 1990; Sofia, 1990; Barcelone, 1992; Jakarta, 1993; Tunis, 1994; Turin, 1994 et 1996 ; Port of Spain, 1999.

Conseiller juridique de la délégation italienne des trente-neuvième à quarante et unième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que de la quarante-cinquième à la quarante-neuvième session (1984-1986 et 1990-1994).

Conseiller juridique de la délégation italienne à la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme (1984 et 1988-1995).

Membre de la délégation italienne à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993.

Représentant de l'Italie et Président du Groupe de travail informel de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme chargé de rédiger la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (1990-1991).

Conseiller juridique de la délégation italienne à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1993).

Membre de la Commission italienne des droits de l'homme.

Membre du Conseil de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo).

Membre du comité scientifique des revues *Il diritti dell'uomo. Cronache e battaglie*, (Rome) et *Pace, diritti dell'uomo, diritti dei popoli* (Padoue).

Professeur de droit humanitaire à la faculté des sciences diplomatiques de l'Université de Trieste-Gouzia (1989-1993).

Chargé du cours « Mise en oeuvre universelle et régionale des droits de l'homme » à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique (1994).

Professeur de droit international des droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université de Milan (1999).

Rapporteur pour plusieurs conférences scientifiques et professeur invité dans divers instituts et universités italiens et étrangers pour des conférences sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Participation à la vie de la profession

Membre associé de l'Institut de droit international (depuis 1997).

Membre correspondant de l'Istituto Lombardo, Académie des sciences et des lettres (Milan).

Membre du Conseil national de la Société italienne pour l'organisation internationale (SIOI) et ancien Président de la section de Milan.

Membre de la Société italienne de droit international, de la Société française de droit international, et de l'American Society of International Law.

Président, ancien Vice-Président (1997-2000) et ancien Secrétaire général (1982-1997) de l'Association des juristes italiens et allemands.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut pour les études de politique internationale (ISPI), Milan.

Membre de l'Association de droit international et du Comité des litiges internationaux civils et commerciaux de l'Association.

Membre et ancien Président du Groupe européen de droit international privé.

Distinctions honorifiques

Médaille d'or pour l'éducation, la culture et les arts, décernée par le Président de la République italienne.

Commandeur de l'ordre de la République italienne.

Verdientkreuz 1. Klasse, de la République fédérale d'Allemagne.

Prix Milano Produttiva, décerné par la Chambre de commerce de Milan.

Autres activités professionnelles

Inscrit au barreau de Milan, avocat près la Cour de cassation et autres juridictions supérieures.

Arbitre et conseil dans divers dossiers nationaux et internationaux.

Membre du comité scientifique de l'Institut pour la promotion de l'arbitrage (ISDACI), Milan.

Membre de l'Association suisse d'arbitrage (ASA).

Membre de la délégation italienne de la Conférence de La Haye sur le droit international privé (1980, 1996-1999).

Représentant de l'Italie à la Commission bâtiment de l'Organisation européenne des brevets, Munich (1980-1981).

Conseiller juridique de la délégation italienne au Comité des Nations Unies pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et membre du Sous-Comité juridique de ce comité (1984-1995).

Rapporteur du Groupe spécial sur la révision de la Convention de Bruxelles et de la Convention de Lugano du Conseil de l'Union européenne (1997-1999).

Corapporteur de la Commission spéciale sur la question de la compétence, de la reconnaissance et de l'exécution des jugements étrangers de la Conférence de La Haye sur le droit international privé (1997-2000).

Membre du comité scientifique du programme Alfa de l'Union européenne (América Latina Formación Académica) (1995-1998).

Membre du Comité de surveillance de la Région Lombardie (1971-1972).

Membre de la Commission législative de la Région Lombardie auprès de la présidence de l'administration régionale (1977-1982).

Membre de la Commission de réforme du droit international privé, Ministère italien de la justice (1985-1989).

Président du comité d'organisation de la session de l'Institut de droit international (Milan, 1993).

Principales publications

Auteur de plusieurs livres, dont :

L'assistenza giudiziaria internazionale in materia civile, Padoue, 1967.

L'esercizio non autorizzato del potere statale in territorio straniero, Padoue, 1974.

Diritto delle Comunità europee (1973), 6e édition, Milan, 2000 (traduit en albanais, *E drejta e Komuniteteve europiane*, Tirana, 1995; sera prochainement publié en espagnol sous le titre *Derecho de la Union y de las Comunidades Europeas*, Buenos Aires).

Diritto comunitario del lavoro, Padoue, 1983 (traduction espagnole : *Derecho comunitario del trabajo*, Madrid, 1988); 2e édition, 2000.

La protection de la partie faible en droit international privé, Hague Academy Collected Courses, 1984.

Il nuovo diritto internazionale privato italiano, Milan, 1997.

Codice del diritto internazionale pubblico, Turin, 1998.

Auteur d'une centaine d'articles et d'essais sur le droit international public et privé, publiés dans diverses revues italiennes et étrangères. La liste qui suit ne mentionne que ceux qui concernent la protection des droits de l'homme et le droit humanitaire :

« La trattazione dei ricorsi ricevibili davanti alla Commissione europea dei diritti dell'uomo », *Riv. Dir. Int.*, 1972.

« Uguaglianza delle armi e processo equo », *Studi parmensi*, XVIII, 1977.

« L'integrazione regionale europea e il nuovo ordine economico internazionale », *Affari sociali internazionali*, 1981.

« O papel das Comunidades Europeias no Processo de Integração Regional e a Nova Ordem Economica Internacional » (avec M. Tamburini), in *Direito e Integração*, Brasília, 1981.

« Considerations on the legislative function of the Universal Declaration of Human Rights in International Law », *Bulletin des droits de l'homme*, numéro spécial, Organisation des Nations Unies, New York, 1988.

« La libertà di religione nel sistema normativo delle Nazioni Unite », in *La tutela della libertà di religione* (Ferrari and Scovazzi eds.), Padoue, 1988 et, en français et en anglais, *Conscience et Liberté/Conscience and Liberty*, 1989.

« Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques », in *Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme*, Nations Unies, New York, 1991 (également en anglais et en chinois).

« Current Developments and Approaches in the Practice of the Human Rights Committee in Consideration of State Reports », in : *The Future of Human Rights Protection in a Changing World. Essays in honour of Torkel Opsahl*, Oslo, 1991.

« Legal Value of the Human Rights Committee's Views », *Canadian Human Rights Yearbook*, 1991-1992.

« Prolusione » to *Debito internazionale, principi generali del diritto*, Corte internazionale di giustizia (D. J. Andrés et S. Schipani eds.), Rome, 1993.

« À propos de l'invocabilité de l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques aux termes du Protocole facultatif », in *Verfahrensgarantien im nationalen und internationalen Prozessrecht. Festschrift Franz Matscher*, Vienne, 1993.

« Recent Developments in International Procedures for the Protection of Human Rights », in *Law at the Turn of the 20th Century*, Thessalonique, 1994; également dans *Prospects for Reform of the United Nations System*, Padoue, 1993.

« Comment favoriser l'application universelle des normes et instruments concernant les droits de l'homme, document A/CONF.157/PC/60/Add.4 des Nations Unies, 8 avril 1993 (dans toutes les langues officielles de l'ONU; également en japonais, *Liberty and Justice*, 44 Japan Fed. of Bar Associations 11, 1993).

« Il contributo italiano alla protezione dei diritti umani nel sistema delle Nazioni Unite », in *L'Italia e i diritti umani* (S. Marchisio et F. Raspadori éd.), Padoue, 1995.

« Codification of Human Rights Law by the United Nations », in *Perspectives on International Law*, (N. Jasentuliyana éd.), La Haye, 1995.

« Crossover Linkages and Overlaps between Crime Prevention and Criminal Justice and Human Rights », in *The Contributions of Specialized Institutes and NGOs to the United Nations Criminal Justice Program* (Ch. Bassiouni éd.), La Haye, 1995.

« Notas sobre el derecho de reparacion per detencion ilegal conforme el Pacto internacional de derechos civiles y politicos », in *Héctor Gros Espiell. Amicorum Liber*, Bruxelles, 1996.

« Droits de l'homme, dette extérieure et Cour de La Haye », in *Diritto alla vita e debito estero* (P. Catalano éd.), Naples, 1997.

« La répartition des compétences et la coordination entre les mécanismes onusiens de protection des droits de l'homme », in *L'ONU face à la détention arbitraire* (E. Decaux éd.), Paris, 1997.

« Note sulla giurisprudenza del Comitato dei diritti dell'uomo in materia di minoranze », in *La tutela giuridica delle minoranze* (S. Bartole, N. Olivetti Rason, L. Pegoraro eds.), Padoue, 1998.

« La impunidad frente al Comité de derechos humanos de la ONU », in *Contra la impunidad*, Barcelone, 1998.

« Un avvenimento importante nello sviluppo delle relazioni internazionale » (the establishment of the ICC), in *Acque & Terre*, Venise, 1998.

« Creazione della Corte Penale Internazionale », in *Relazioni Internazionali*, Milan, 1998.

« Extradition and Human Rights », Actes de l'Atelier tenu à Ferrare en novembre 1999.

« Human Rights Law and Humanitarian Law: crossover linkages » (à paraître dans *Essays in honour of Judge A. Cassese*, 2001).

**Rahetlah Jonah
(Madagascar)**

[Original : français]

Date et lieu de naissance : le 3 août 1941 à Ifandaiana (Madagascar)

Fonctions et poste professionnel actuel : Magistrat du premier grade, Procureur général près la Cour suprême de Madagascar

Distinctions honorifiques : Grand Officier de l'ordre national malgache, Commandeur de l'ordre du Mérite malgache

Expérience professionnelle

Depuis février 1999	Procureur général près la Cour suprême de Madagascar.
Mars 1996-février 1999	Avocat général principal (senior trial attorney) auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Bureau du Procureur, Kigali, Rwanda.
Décembre 1997-février 1999	Procureur général près la cour d'appel d'Antananarivo.
1992-1996	Avocat général à la Cour suprême de Madagascar.
1985-1992	Secrétaire général du Ministère de la justice de Madagascar.
1975-1985	Procureur de la République près le tribunal de première instance d'Antananarivo, Madagascar.
1971-1975	Procureur de la République près le tribunal de première instance de Majunga, Madagascar.
1967-1971	Premier substitut du Procureur de la République près le tribunal de première instance de Tamatave, Madagascar.
1966	Admission au concours national de la magistrature malgache. Major de la promotion.

Éducation

1965	Licence en droit, régime de quatre ans.
1965	Diplôme de l'Institut d'études judiciaires de l'Université de Madagascar.
1970	Stage de perfectionnement sur la matière des droits de l'homme organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (Bruxelles).

Activités internationales

Membre de l'association internationale International Association of Prosecutors. A participé à sa conférence de Beijing (Chine) de septembre 1999 sur le thème de la lutte contre la corruption.

Membre de la délégation de Madagascar à la Conférence internationale de Durban organisée par la Banque mondiale et Transparency International (1999) sur la corruption.

Membre de l'Institut international des droits d'expression française (IDEF) : a participé à ses Congrès de Montréal (Canada) (1981) et Libreville (Gabon) (1990).

Chef de la délégation gouvernementale malgache au septième et au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [Milan (1985); La Havane (1990)].

Membre de la délégation gouvernementale malgache à la Réunion internationale ministérielle pour la prévention du crime et la justice pénale [Versailles (1991)].

Publications

Enquête sur le droit coutumier de la tribu Tsimihety dans *Annales de l'Université Charles de Gaulle*, Antananarivo, 1963.

Les mécanismes juridiques de protection des droits de la personne dans *Revue juridique et politique d'indépendance et coopération*, IDEF, éd. Ediena, 1982.

Langues

Français : lire, écrire, écouter : excellent.

Anglais : lire, écrire : bons; écouter : moyen.

**Robinson Patrick Lipton
(Jamaïque)**

[Original : anglais]

Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie depuis novembre 1998; membre de la Chambre de première instance III; Président de la Chambre réunie pour statuer sur une affaire; membre du Groupe de travail des pratiques judiciaires; a siégé à la Chambre d'appel pour plusieurs affaires.

Poste précédent

Solicitor General adjoint, Ministère de la justice, Jamaïque.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

Membre du Conseil d'administration de l'Académie mondiale de l'OMPI; coordonnateur de la session de l'Académie destinée aux pays anglophones d'Asie, mars 2000.

Commission du droit international

Membre de la Commission du droit international de 1991 à 1995; membre a) du Groupe de travail de la Commission du droit international chargé de rédiger le statut d'un tribunal pénal international; b) du Groupe de travail sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; membre du Comité de rédaction sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

Membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme

Membre de la Commission de 1987 à 1995; Président de la Commission en 1991 et Rapporteur de la Commission pour :

a) La rédaction d'un instrument juridique relatif aux droits des peuples autochtones; a notamment présenté un projet d'instrument en 1995 aux membres de l'Organisation des États américains et aux représentants des peuples autochtones pour qu'ils l'examinent;

b) Les États-Unis d'Amérique, le Canada, Haïti, la Grenade et Trinité-et-Tobago.

Commission de la vérité et de la justice en Haïti

Nommé en 1995 membre étranger de la Commission, créée à l'issue de consultations entre le Gouvernement haïtien, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains et chargée d'établir la vérité sur les plus graves violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire de facto, de 1991 à 1994. M. Robinson a joué un rôle de grande ampleur à la Commission et a été plus particulièrement chargé de rédiger un projet de chapitre sur le viol et les délits sexuels commis à l'encontre des femmes et constituant des actes de torture et des crimes contre l'humanité.

Comité international de bioéthique

Membre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO depuis 1996; membre du Comité qui a rédigé la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme.

Diplômes universitaires

BA (anglais, latin, économie), LL.M. (King's College, Université de Londres) (maîtrise en droit international, droit de la mer, droit aérien, droit des traités, droit de la guerre).

Barrister at Law, Middle Temple, Londres.

Expérience professionnelle

M. Robinson est entré dans la fonction publique jamaïcaine en 1968. Il a été Conseiller de la Couronne au Bureau du Procureur général pendant trois ans et a passé le reste de sa carrière dans la fonction publique jamaïcaine au Ministère de la justice. Alors qu'il était au Bureau du Procureur général, il a instruit la première affaire d'extradition en Jamaïque indépendante et a représenté le Procureur général dans toutes les affaires d'extradition jusqu'en 1991. Dans le cadre de ses activités en tant que Conseiller de la Couronne au Bureau du Procureur général, il a notamment préparé des actes d'accusation et instruit une large gamme d'affaires concernant des infractions pénales, notamment des affaires d'homicide, de brigandage qualifié et de viol. Il a également représenté le Procureur général à la « Court of Appeal » et a siégé dans l'instance la plus élevée de la Jamaïque, le Privy Council du Royaume-Uni. M. Robinson a également instruit des affaires devant des tribunaux militaires.

De 1972 à 1998, M. Robinson a rempli des fonctions de conseiller en matière de droit international et d'affaires internationales auprès du Ministère des affaires étrangères et d'autres ministères. Spécialiste du droit des traités, il a dirigé plusieurs délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités portant sur divers secteurs du droit international, y compris l'extradition, la protection des investissements, l'environnement, la propriété intellectuelle, la délimitation maritime, les privilèges et immunités et l'entraide judiciaire en matière pénale.

M. Robinson a joué un rôle très actif à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il a représenté la Jamaïque pendant 26 ans. Tout en étant au fait des questions d'ensemble dont la Sixième Commission était saisie, il a joué un rôle essentiel dans l'examen de questions particulières, y compris la succession d'États en matière de traités, la définition de l'agression, les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, le statut de courrier diplomatique et de la valise diplomatique, le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et le projet de statut d'une cour pénale internationale.

M. Robinson a remis ses lettres de créance en tant que délégué de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies en 1982 et a représenté la Jamaïque auprès de divers organismes des Nations Unies, dont la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et la Commission des sociétés transnationales, dont il a présidé la douzième session en 1986. En 1985, à la demande du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, M. Robinson a établi un rapport sur la position des pays en développement en ce qui concerne une référence au droit international dans le projet de Code de conduite des sociétés

transnationales. Également sur la demande du Centre, il a établi à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes orientales des principes directeurs relatifs à la négociation de traités bilatéraux concernant les investissements. En 1997, il a présidé la réunion d'experts de la CNUCED sur les accords existants en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement.

En sa qualité de membre de la Commission du droit international, M. Robinson a joué un rôle majeur dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international, dans tous les domaines d'activité de la Commission. En sa qualité de membre du groupe de travail chargé d'étudier le statut d'un tribunal pénal international, il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration rapide d'un projet de statut que la Commission a adopté en 1994 et soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-neuvième session; ce texte a servi de base aux travaux du Comité préparatoire chargé d'étudier le statut d'une cour pénale internationale.

En sa qualité de membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de 1987 à 1995, M. Robinson a contribué au développement d'un ensemble d'instruments relatifs aux droits de l'homme pour le système interaméricain. Il s'est employé en particulier à ce que les Caraïbes contribuent comme il convient aux travaux de la Commission. Il a également veillé à ce que le système interaméricain des droits de l'homme tire parti des caractéristiques les plus pertinentes et applicables du droit civil et de la *common law*. Il a représenté la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans les affaires dont la Cour interaméricaine des droits de l'homme était saisie.

Durant sa longue carrière (26 ans) de spécialiste du droit international dans la fonction publique jamaïcaine, M. Robinson a représenté la Jamaïque à de nombreuses conférences de plénipotentiaires, dont la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, au cours de laquelle il a joué un rôle majeur dans la mise au point des dispositions traitant des limites de juridiction nationale contenues dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

M. Robinson a également fait oeuvre considérable dans le domaine du droit international aux niveaux régional [Organisation des États américains (OEA)] et sous-régional (Caraïbes). Il a participé à de nombreuses conférences dont les travaux ont servi de base à plusieurs conventions de l'OEA, dont celles relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire en matière pénale, aux disparitions forcées, à la corruption et au trafic illicite d'armes. Il a été le Vice-Président de la Conférence spécialisée de l'OEA réunie pour arrêter le texte de la Convention interaméricaine contre la corruption. Au niveau sous-régional, il a participé aux négociations qui ont précédé la conclusion du Traité portant création de la Communauté et le Marché commun des Caraïbes.

M. Robinson a été Conseiller juridique de la Jamaïque au cours des négociations qui ont ouvert la voie à la Convention portant création de l'Association des États des Caraïbes.

À titre personnel, M. Robinson a participé à des ateliers et colloques concernant divers secteurs du droit international, notamment l'environnement, la pollution marine, les investissements étrangers, la création d'un tribunal pénal international et les droits des peuples autochtones. Il a été membre du Groupe d'experts du PNUE chargé d'étudier une législation internationale relative à l'environnement visant au développement durable.

Eu égard à ses compétences en matière de droit international, M. Robinson a servi d'expert auprès :

a) Du Secrétariat du Commonwealth (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique) en vue de dispenser aux pays du Commonwealth des conseils sur la négociation des traités relatifs à la délimitation des zones maritimes;

b) Du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, s'agissant des traités relatifs aux investissements et du projet de code de conduite des sociétés transnationales;

c) De la CNUCED, s'agissant des traités relatifs aux investissements;

d) Du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour la rédaction du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées dans la région des Caraïbes.

M. Robinson a donné des conférences et publié des articles concernant divers secteurs du droit international, dont le droit de la mer, la protection des investissements étrangers, l'extradition, le droit des traités, les droits de l'homme et les négociations relatives aux traités.

On trouvera ci-dessous une liste de ses publications.

Les compétences de M. Robinson en matière de droit pénal, ses travaux approfondis dans des secteurs comme la législation internationale relative aux droits de l'homme, les commissions de vérification, l'extradition et l'entraide judiciaire, ses qualifications universitaires, sa longue expérience du droit international pourraient continuer à être mis à profit par le Tribunal, son expérience du droit pénal, notamment au stade des instructions et du droit international, deux domaines dont la connaissance est indispensable aux juges dans l'accomplissement de leurs fonctions, pourrait être particulièrement utile.

À l'heure actuelle, le Tribunal se trouve à un tournant : compte tenu de sa charge de travail considérable, il est essentiel de concevoir des procédures qui permettent aux procès de se dérouler dans les meilleurs délais et dans l'équité. La pratique acquise par M. Robinson depuis sa nomination au Tribunal, en novembre 1998, permettra au Tribunal d'honorer l'engagement qu'il a pris, répondre aux attentes légitimes de la communauté internationale et faire en sorte que les affaires soient jugées équitablement, dans les meilleurs délais. M. Robinson a été notamment membre du Groupe pluridisciplinaire sur les pratiques judiciaires, qui est chargé de concevoir des procédures permettant de mieux gérer les affaires.

En outre, M. Robinson a réalisé des travaux universitaires concernant des questions intéressant les activités du Tribunal. Sa conférence intitulée « Ensuring Fair and Expeditious Trials at ICTY », faite en septembre 1999 à l'Université de Leyde, à l'ouverture du programme de doctorat en droit pénal international, sera publiée dans le *European Journal of International Law*; il a également rédigé le chapitre intitulé « The Missing Crimes » dans l'ouvrage *Commentary on the Rome Statute for an International Criminal Court* (établi sous la direction de M. Antonio Cassese, à paraître à Oxford University Press).

Affiliations à des organismes professionnels

Membre de la American Society of International Law et du British Institute of International and Comparative Law.

Distinctions honorifiques

Fait Commandeur du Order of Distinction (CD) par le Gouvernement jamaïcain en 1986, pour services rendus dans le domaine du droit international.

Conférences et séminaires

- 2000 En tant qu'animateur d'un séminaire organisé dans le cadre du colloque européen « Alpbach 2000 », organisé par le Austrian College en août 2000, présentation d'un exposé intitulé « Legal Order and the Enforcement of International Law and Human Rights ».
- 1995 Présentation à l'Université de Leyde (Pays-Bas) à l'occasion de l'ouverture du programme de doctorat en droit pénal international d'un exposé, intitulé « Ensuring Fair and Expedious Trials at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia ».
- 1999 Communication sur la confidentialité des données génétiques à la session annuelle du Comité international de bioéthique.
- 1997 Présentation d'un exposé à la Conférence-débat sur les critères d'évaluation des avantages pour le développement des accords d'investissement, lors de la deuxième session de la Commission de la CNUCED sur l'investissement, la technologie et autres questions financières connexes.
- 1994 Présentation d'un exposé au Séminaire de l'Association de l'ordre des avocats jamaïcains : nouveaux éléments de la loi d'extradition de 1991 (de la Jamaïque) et autres questions relatives à l'extradition.
- 1993 Présentation d'un exposé à l'École supérieure des études internationales de Genève. Le droit de la mer et certaines questions concernant les Caraïbes.
- 1991 Présentation d'un exposé sur les travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme :
À l'Université Saint-Thomas, à Miami (États-Unis d'Amérique);
Devant la Commission africaine des droits de l'homme, en Gambie.
- 1990 En tant qu'animateur d'un séminaire sur les traités, organisé par le Caribbean Law Institute, a présenté un exposé sur la négociation, la formulation et l'entrée en vigueur des traités.
- 1988 Animateur d'un séminaire sur les traités bilatéraux de protection des investissements dans les Caraïbes, organisé à la Trinité-et-Tobago par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.

- 1985 Animateur d'un séminaire sur l'établissement des rapports à présenter en application des conventions relatives aux droits de l'homme, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) à la Barbade à l'intention des diplomates et juristes des Caraïbes.
- 1984 Animateur d'un séminaire sur le droit de la mer, organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Jamaïque à l'intention des responsables de la pêche dans les Caraïbes.
- 1983 Animateur d'un séminaire organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Trinité-et-Togabo, à l'intention des jeunes diplomates des Caraïbes.
- 1982 Présentation d'un exposé sur les principales questions relatives au droit de la mer, lors d'un séminaire organisé par la Jamaican Geological Society et la Jamaican Society of Scientists and Technologists.

Travaux de recherche et publications

- 2000 Conférence intitulée « Ensuring Fair and Expeditious Trials at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia » à l'Université de Leyde (Pays-Bas) à l'occasion de l'ouverture du programme de doctorat en droit pénal international, à paraître dans le *European Journal of International Law*.
- 2000 Article intitulé « The Missing Crimes » dans l'ouvrage intitulé *Commentary on the Rome Statute for an International Criminal Court* (publié sous la direction de M. Antonio Cassese); à paraître à Oxford University Press.
- 1996 Article intitulé « Criteria to Test the Development Friendliness of Investment Agreement », publié dans *Transnational Corporations*, vol. 7, No 1, avril 1998
- 1999 Communication intitulée « Entry and Establishment in Investment Agreements » présentée à la Conférence régionale de la CNUCED sur l'investissement organisée à l'intention des pays du CARICOM et de la Communauté andine.
- 1997 Communication intitulée « The Definition of Investment in Regional and Multilateral Investment Treaties and their Implications for Development » présentée à la Réunion d'experts de la CNUCED sur les traités régionaux et multilatéraux en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement.
- 1997 Communication intitulée « Protection of Human Rights in the Democratic Reality in the Hemisphere: Problems and Challenges » destinée à un symposium (sous les auspices de la Commission interaméricaine des droits de l'homme) sur la structure du système interaméricain de promotion et de protection des droits de l'homme : évaluation et défis.
- 1991 « Treaty Negotiations, Drafting, Ratification and Accession by CARICOM States », *West Indian Law Journal*, vol. 18, No 2.
- 1992 « The Inter-American Human Rights System », *West Indian Law Journal*, vol. 17, mai 1992.

- 1990 Document intitulé « Negotiation and Drafting of Treaties from the Perspective of Developing Countries », établi sous les auspices du Caribbean Law Institute.
- Principes directeurs à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes lors des négociations relatives aux traités bilatéraux en matière d'investissement, établis pour le compte du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.
- 1989 Article intitulé « The Agreement Establishing the Multilateral Investment Guarantee », « Some Legal Issues », *West Indian Law Journal*, vol. 11, octobre 1987.
- Article intitulé « The Law of the Sea in Caribbean Perspectives » dans *International Law and Organisation* (1989) publié sous la direction de B. G. Ramcharan et L. B. Francis.
- 1986 « International Cooperation for the Control of Drug Abuse in the Americas Legal Regime », exposé présenté au Symposium sur la réforme juridique parrainé par l'Organisation panaméricaine de la santé et le Jamaica National Council on Drug Abuse and Prevention and Control Project, à Kingston (mai 1986).
- 1985 « The Question of a Reference to International Law in the United Nations Draft Code of Conduct on Transnational Corporations », document établi à l'intention du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et publié par celui-ci en juillet 1986 en tant que premier numéro d'une série d'études (UNCTC Current Studies, série A, vol. 1) visant à favoriser une meilleure connaissance des sociétés transnationales, de leurs activités et de leur impact économique, juridique, politique et social; ultérieurement présenté à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit et publié dans le *West Indian Law Journal*, vol. 10, octobre 1986, sous le titre « The Fear Of, and Insistence On, a Reference to International Law in the United Nations Code of Conduct on Transnational Corporations ».
- « The June 1985 Reconvened Special Session on the Code of Conduct for Transnational Corporations », article publié dans le *CTC Reporter*, No 20, automne 1985.
- 1984 « The Commonwealth Scheme for the Rendition of Fugitive Offenders: A Critical Appraisal of Some Essential Elements », *International and comparative law quarterly*, vol. 33, partie 3, juillet 1984; présenté sous une forme modifiée à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit (1986).
- 1983 « Common Ownership and Development of Extra-territorial (Maritime) Resources of the region », lu à la sixième Conférence de l'American Association of Jurists, *West Indian Law Journal*, vol. 10, mai 1986.
- 1982 « Main Issues before the Law of the Sea Conference », *Journal of the Geological Society of Jamaica* (décembre 1982).

- 1980 « The Group of Landlocked and Geographically Disadvantaged States at the Third United Nations Conference of the Law of the Sea », exposé non publié présenté à une réunion de responsables du droit de la mer des pays du Marché commun des Caraïbes.
- 1978 « Extradition – Jamaican Case Law and Need for Reform », *West Indian Law Journal*, mai 1978.
- 1973 « The Effects of the Existing Law of the Sea on the Development of the Caribbean Region and the Gulf of Mexico », document présenté à la Conférence *Pacem in Maribus* de Kingston en collaboration avec Ken Rattray et Allan Kirton, et publié dans *Pacem in Maribus IV – 1973 Caribbean Study Project Working Papers*.
- 1970 Compte rendu de recherches sur l'article 62 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, « *Clausula Rebus Sic Stantibus*: Fundamental Change of Circumstances », fait à l'Académie de droit international de La Haye grâce à une bourse d'études des Nations Unies.
- 1970 « No Case to Answer in a Criminal Case: Incidence and Degree of Proof », article non publié, établi pour le Bureau du Procureur général de la Jamaïque.

Rodrigues Almiro Simões
(Portugal)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 28 juillet 1950 à Boaldeia-Viscu, Portugal

Éducation

- Juillet 1975 « Licenciatura » en droit (diplôme de droit de cinq ans), faculté de droit de l'Université de Coimbra (Portugal).
- Juillet 1981 « Licenciatura » en psychologie (diplôme de psychologie de cinq ans), faculté de psychologie et de pédagogie de l'Université de Lisbonne.
- Février/mai 1984 Recherche universitaire sur les perceptions sociales de la justice, Université catholique de Louvain (Belgique).
- 1983/1993 Études universitaires sur les questions suivantes : « Droit de la Communauté européenne », « Aspects juridiques liés à l'informatisation » (Centre d'études juridiques de Lisbonne), « Système juridique anglais et terminologie juridique anglaise » (faculté de droit de l'Université de Kent, Royaume-Uni) et « Éléments essentiels de la personnalité » et « Relations interpersonnelles » (Institut de la personnalité et des relations humaines, Lisbonne). Divers cours sur les programmes informatiques opérationnels et les langues française et anglaise.

Expérience professionnelle

- 1975 Agent du parquet à Loures et Lisbonne (grade de début dans la carrière de magistrat indépendant, Ministère de la justice).
- 1976 Délégué au parquet à Reguengos de Monsaraz (1976), Lisbonne (1977 et 1979), Loures (1978) et Alijó (1978).
- 1982 Conférencier, consultant et chercheur au Centre d'études juridiques de Lisbonne.
- 1984 Coordonnateur au Département de psychologie juridique, Bureau de la recherche juridico-sociale au Centre d'études juridiques.
- 1985 Conférencier sur la psychologie juridique, cours supérieur de médecine légale, Institut de médecine légale de Lisbonne.
- 1986 Procureur de la République à Sintra (1986), Aveiro (1992) et Coimbra (1993). À Coimbra, était aussi chargé du Département des enquêtes et de l'action pénale.
- 1993 A rédigé le rapport du Portugal sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, à l'intention de l'Assemblée générale des Nations Unies.

- 1994 Procureur général adjoint du Portugal (classe la plus élevée de la carrière de procureur).
- 1997 Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.
- 1999 Président de la première Chambre de première instance du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Affiliations professionnelles

- 1982 Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille.
- 1985 Groupe de psychologie sociale et de droit, coordonné par l'Université de Kent (Royaume-Uni).
- 1986 Groupe permanent d'analyse interdisciplinaire au Centre d'études juridiques (Lisbonne).
- 1986 Fondateur et membre du Comité exécutif de l'Association portugaise pour le droit de la jeunesse et de la famille.
- 1990 Fondateur et membre du Comité exécutif de l'Institut des situations d'urgence de la jeunesse (Lisbonne).
- 1990 Membre du Comité provisoire de la société portugaise des sciences médico-légales.

Publications

« Colaboração Comunitária na Jurisdição Tutelar » (Collaboration communautaire pour la protection de l'enfance), dans *Revista Infância e Juventude* (Child and Youth Review), No 83.4, p. 33 à 45.

« Prostituição: que conceito e que realidade? » (Prostitution : concept et réalité?), dans *Revista Infância e Juventude*, No 84.2, p. 7 à 34.

« Report of the XII Congress of the International Association of Juvenile and Family Court Magistrates », dans *Revista Infância e Juventude*, No 86.3, p. 65 à 89.

« Alternativas e Separação – Esboço de um Enquadramento Teórico » (Situations autres que la séparation – Ébauche de cadre théorique), dans *Revista Infância e Juventude*, No 86.4, p. 7 à 16.

« XII Congress of the International Association of Juvenile and Family Court Magistrates: Separation Alternatives Seminar Report », dans *Actes*, Rio de Janeiro, Brésil, 1986, p. 79 à 88.

« Relatório do Seminário Europeu sobre Protecção do Adolescente e Soluções Alternativas » (Rapport du Séminaire européen sur la protection de l'enfance et solutions de rechange), dans *Revista Infância e Juventude*, No 86.1, p. 43 à 53.

« L'intérêt de l'adolescent » (Youth Welfare), Conseil de l'Europe, CDPC (85) 24.

« Interesse do Menor » (Intérêt des mineurs), dans *Revista Análise Psicológica*, Série IV, Nos 3 et 4, p. 461 à 483.

« Representação de Justiça em Portugal » (Représentation sociale de la justice – analyse sociopsychologique du système judiciaire), dans *Revista de Análise Psicológica*, Série IV, Nos 3 et 4, p. 377 à 461.

« A Família e os Menores » (La famille et les mineurs), dans *Enciclopédia Legal* (Encyclopédie juridique), p. 76 à 84, Reader's Digest, Lisbonne, 1987.

« Curso de Psicologia Judiciária » (Manuel de psychologie juridique), CEJ, Lisbonne, 1990.

« A Adopção: Aspectos Sócio-psicológicos e Jurídicos » (Adoption : aspects socio-psychologiques et juridiques), APPORT, Porto, 1989.

« Le Système de protection judiciaire portugais », dans *Europe et Protection de l'enfance*, ANPASE, Canteleu (France), 1987.

« A Protecção dos Adolescentes e as Soluções Alternativas à Colocação Institucional » (La protection des adolescents et les solutions autres que le placement en institution), dans *Revista Infância e Juventude*, No 86.1, p. 43 à 51.

« A Adopção Internacional » (Adoption internationale), International Relations and Social Security Conventions Department Edition, Lisbonne, 1988.

« O Psicólogo, a Comunidade e a Criança » (Le psychologue, la société et l'enfant), dans *Revista Infância e Juventude*, No 92.3, p. 59 à 65.

« Da Interdisciplinaridade às Comissões de Protecção de Menores » (De l'interdisciplinarité aux commissions de protection des mineurs), Édition Ombudsman, Lisbonne, 1993.

« Fundamentos da Justiça Tutelar » (Fondations de la doctrine de protection des mineurs), Édition Ombudsman, Lisbonne, 1993.

« Inquéritos Sociais » (Enquêtes sociales), dans *Revista Infância e Juventude*, No 92.4, p. 53 à 60.

« Assessoria Técnica na Jurisdição de Menores e Família » (Avis technique sur la juridiction des mineurs et de la famille), dans *Revista Infância e Juventude*, No 92.4, p. 47 à 51.

« O Novo Regime Jurídico da Adopção » (Le nouveau régime juridique de l'adoption), dans *Revista do Ministério Público*, No 56, 1993, p. 79 à 97.

« Os Direitos da Criança: O Legislado e o Vivido » (Droits de l'enfant : la loi et la réalité), dans *Revista Infância e Juventude*, No 94.3, p. 37 à 63.

« Reflexões sobre a Aplicação do Novo Regime Jurídico Português de Adopção » (Réflexion sur l'application de la nouvelle loi portugaise sur l'adoption), dans « European Congress on Adoption, Social Action », Lisbonne, 1995, p. 155 à 166.

« Juger au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie », dans *Travail de mémoire 1914-1998*, Paris, Éditions Autrement, 1999.

« Hearsay Evidence » (Preuves par ouï-dire), Essais sur la procédure et les règles relatives aux preuves au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie : en l'honneur du Président Gabriel Kirk McDonald, Kluwer 2000, La Haye.

Publications en cours

Apport de la pratique du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à la protection des droits fondamentaux de la personne humaine (contribution du Tribu-

nal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à la protection des droits fondamentaux de l'homme).

Intérêts spéciaux

Aspects internationaux du droit pénal et des poursuites pénales, Aspects psychologiques de la juridiction pénale, Droits des enfants et droits de la personne humaine, Études sur le droit interdisciplinaire, Le droit de la jeunesse et le droit de la famille, Processus de prise de décisions, Prononcé des peines, Témoignages oculaires.

Réunions

A fait des communications, dont certaines ont été publiées à plus d'une centaine de réunions (congrès, séminaires, ateliers, etc.) aux niveaux national et international, dans les domaines des droits de l'enfant et des droits de l'homme, du droit de la jeunesse et de la famille, du droit pénal, des relations humaines, des témoignages oculaires, des mauvais traitements infligés aux enfants, de la délinquance juvénile, de la gestion et de l'organisation.

Connaissances linguistiques

Anglais, français, espagnol et italien (lecture et compréhension orale).

Shomburg, Wolfgang
(Allemagne)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 9 avril 1948, à Berlin-Spandau

Parcours professionnel

- Depuis mai 2000 Expert indépendant spécialisé en droit pénal, avocat, chargé de mission pour le Conseil de l'Europe.
- Projets d'avis et avis sur les codes de procédure pénale et sur l'application des Conventions du Conseil de l'Europe en matière pénale dans les pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Moldova, Russie, Ukraine.
- 1995-2000 Juge à la Haute Cour fédérale (Karlsruhe), première chambre des affaires criminelles; juge d'instruction.
- 1991-1995 Conseil (des parties civiles ou des accusés) dans des procédures pénales internationales (France – Paris et la Réunion; Pays-Bas, île Maurice, États-Unis, Royaume-Uni), Berlin.
- 1989-1991 Sous-Secrétaire d'État – Commission des lois, Conseil fédéral, Berlin.
- 1986-1989 Premier procureur, Berlin (Ouest).
- 1984-1986 Juge (affaires pénales), cour régionale de Berlin (Ouest).
- 1983-1984 Détaché auprès du Procureur fédéral.
- 1981-1983 Détaché auprès du Bundestag (chambre basse du Parlement allemand), Bonn (assistant de recherche spécialisé en droit pénal et procédure pénale).
- 1979-1981 Détaché auprès du Procureur fédéral.
- 1974-1979 Procureur, Berlin (Ouest).
- 1974 Deuxième examen d'État (droit).
- 1973 London School of Economics : cours de vocabulaire juridique (cours d'été).
- 1971 Premier examen d'État (droit).
- 1966-1971 Études à la Freie Universität de Berlin.

Autres activités professionnelles

- Depuis 1993 Chargé de cours/expert du Conseil de l'Europe dans des séminaires de droit pénal international, avec notamment des missions dans les pays suivants : États baltes, Géorgie, Moldova, Russie, Ukraine.

	Conférencier invité d'instituts des Nations Unies : Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI) (Tokyo), ISCIS (Italie).
1993-1997	Maître de conférences à la faculté de droit de la Freie Universität de Berlin.
Depuis 1993	Chargé de cours à l'École de la magistrature et à l'École de la police et, ponctuellement, conférencier invité à l'Académie de droit européen (Paris, Bruxelles, Helsinki, Trèves) et à l'école de droit de Harvard.
Depuis 1991	Examinateur membre du Conseil des examens de droit de Berlin (Président depuis 1995).

Associations professionnelles

Association internationale de droit pénal, avec notamment participation aux conférences de Fribourg, Helsinki, Rio de Janeiro et Utrecht.

Société pour la réforme du droit pénal.

Diverses sociétés de juristes allemands.

Publications

Plus de 70 publications (voir ci-dessous liste non exhaustive des textes publiés en français ou en anglais).

Coordonnateur et coauteur de *Normes et observations de l'Allemagne sur la coopération internationale en matière pénale* (3e éd., Munich 1998, 1 605 pages).

Choix de publications

« The Regionalization of International Criminal Law and the Protection of Human Rights », actes du quinzième Congrès international de droit pénal, Rio de Janeiro, sect. IV, *Revue internationale de droit pénal* (RIDP), Ramonville Saint-Agne, France, 4/1994.

« International Cooperation in Criminal Matters and Rights of the Individual from a German Perspective », *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, Liège, Belgique, 1994, 379.

La coopération internationale en matière pénale, rapport national de la République fédérale d'Allemagne au dixième Congrès de l'Association internationale de droit procédural, Taormina/São Paulo, 1995.

Gesetz über die Zusammenarbeit mit dem Internationalen Strafgerichtshof für das ehemalige Jugoslawien – Jugoslawienstrafgerichtshofgesetz (en allemand), loi régissant la coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, *Neue Zeitschrift für Strafrecht* (NStZ) 1995, 428.

Projet de statuts d'une cour internationale (projet de Syracuse), avec les autres membres d'un comité d'experts, Association internationale de droit pénal, Istituto Superiore Internazionale di Scienze Criminali, Max Planck Institute for Foreign and International Criminal Law, Syracuse/Fribourg, juillet 1995.

« Position and Role of the Judiciary within the context of the principle of the separation of powers », in *Judicial Systems in a Period of Transition*, publications du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1997, 19.

« Impact of Human Rights Aspects from a German Point of View », in *Les systèmes comparés de justice pénale*, Toulouse, 1998.

Avec Otto Lagodny, « Internationale Rechtshilfe in Strafsachen – International Cooperation in Criminal Matters », observations partiellement bilingues (allemand/anglais) (voir chap. VI sur les juridictions internationales), 1 605 pages, Salzburg, Autriche, 3e édition, Munich, 1998.

« Auf dem Wege zu einem Europäischen Rechtsraum? », traduction d'une conférence donnée à l'École nationale de la magistrature (Paris) sous le titre « Vers un espace européen? », *Deutsche Richterzeitung (DRiZ)* 1999, 107.

« Un nouveau départ pour la coopération judiciaire européenne en matière pénale », Strasbourg, le 17 décembre 1999, Conseil de l'Europe, DAJ/DOC (99) 26 (FR).

« A new start for European Legal Cooperation in Criminal Matters », Strasbourg, 30 novembre 1999, DAJ/DOC (99) 26 (EN).

« Draft Law on the State Court of Bosnia and Herzegovina of 19 May 2000 » au sein de la Commission de Venise (chargé du chapitre relatif à la procédure pénale), document de travail récapitulatif, Strasbourg, 19 mai 2000.

« The Public Prosecutor's office – Child of the revolution – motor of the international co-operation in criminal matters », Conseil de l'Europe et École nationale de la magistrature (ENM-Bordeaux), Strasbourg, 9 mai 2000, CoE Doc. : ADACS – DAJ-PR (2000) 04.

« Are we on the road to a European Law Enforcement AREA? », *European Journal of Crime, Criminal Law and Criminal Justice*, Liège, Belgique, 2000, 51.

« Comment lutter efficacement contre la criminalité organisée dans l'Union européenne? » et « Le rôle de la justice : nécessité et attributions d'EUROJUST » : Protéger le citoyen contre le crime international, Comité européen d'orientation NOTRE EUROPE, Jacques Delors (éd.), Paris 2000 7, 26.

« Greater Efficiency in combating organised crime within the European Union » et « The role of the judiciary: necessity and tasks of Eurojust », in *Protecting European Citizens against International Crime*, Comité directeur européen NOTRE EUROPE, Jacques Delors (éd.), Paris 2000 4, 23.

« Report on the Draft Code of Criminal Procedure of the Republic of Moldova », in « Comments on the Draft Criminal Procedure Code of the Republic of Moldova », Strasbourg, 1er août 2000, CoE Doc. : ADACS DAJ EXP (2000) 14, (3).

**Shahabuddeen Mohamed
(Guyana)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 7 octobre 1931 à Vreed-en-Hoop (Guyana)

Titres

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, London Inns of Court (mai 1952).

Licence en droit (Londres, 1953).

Inscrit au barreau (Middle Temple, Londres, février 1954).

Maîtrise de droit (Londres, 1958).

Licence en sciences économiques (Londres, 1959).

Queen's Counsel, mars 1966.

Senior Counsel, février 1970.

Ph. D. (doctorat) (Londres, 1970).

LL. D. (doctorat en droit) (Londres, 1986).

LL. D. (doctorat en droit) *honoris causa* (University of West Indies), 1992. Honorary Bencher du Middle Temple, 1993.

Actuellement

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (16 juin 1997-16 novembre 2001); Vice-Président, 17 novembre 1997-16 novembre 1999.

Précédemment

Juge à la Cour internationale de Justice (1988-1997).

Postes occupés au Guyana

Avocat, cabinet privé (août 1954-mai 1959).

Magistrat (mai 1959-août 1959).

Crown Counsel (août 1959-avril 1962).

Solicitor-General (avril 1962-juillet 1973) avec rang de conseiller.

Attorney général (1973-1987).

Ministre de la justice (1978-1987).

Ministre des affaires étrangères par intérim, à plusieurs reprises entre 1978 et 1987.

Autres postes de responsabilité, notamment premier Vice-Premier Ministre et Vice-Président.

Expérience professionnelle connexe

Membre de la délégation du Guyana à l'Organisation des Nations Unies (1972).

Membre (avec rang d'ambassadeur) de la Commission frontalière mixte Guyana/Venezuela (1966-1970).

Membre de la délégation du Guyana à nombre de négociations et conférences internationales (1962-1987), notamment :

La Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités, Vienne;

Les Conférences des chefs de gouvernement du Commonwealth tenues à Lusaka (1979), Melbourne (1981), New Delhi (1983), Nassau (1985) et Vancouver (1987);

La Conférence au Sommet Nord-Sud de Cancun (1981);

L'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Sainte-Lucie, décembre 1981);

Les Réunions des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenues à Georgetown (1972) et New Delhi (1981);

La Réunion des membres du Bureau de coordination des pays non alignés (Alger, 1981);

La Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés (New Delhi, 1983);

Les Conférences des chefs de gouvernement des pays des Caraïbes membres du Commonwealth tenues à Ocho Rios (1982), Port of Spain (1983), Nassau (1984), Georgetown (1986) et Sainte-Lucie (1987);

Les Réunions des ministres de la justice du Commonwealth tenues à Lagos (1975), la Barbade (1980), Sri Lanka (1983) et Harare (1986);

La Conférence juridique du Commonwealth (Hong Kong, 1983).

Organisations

Membre (avant de devenir juge) du barreau guyanien, qui est affilié à l'Organisation des barreaux des pays des Caraïbes membres du Commonwealth.

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Guyana (1963-1965).

Membre du Conseil de l'enseignement juridique des pays des Caraïbes membres du Commonwealth (1973-1987).

Membre de l'Association des assistants parlementaires du Commonwealth (1983).

Membre honoraire de l'American Society of International Law (Président du Jessup International Law Moot Court (tribunal fictif), Washington, 1991).

Membre des organes centraux de l'Association du droit international.

Membre de l'Institut de droit international (Premier Vice-Président, 1999-2001).

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre associé de l'Académie internationale de droit comparé.

Membre du Conseil consultatif de la Société africaine de droit international et comparé.

Membre honoraire à vie de l'Indian Society of International Law.

Membre du Conseil consultatif de l'*European Journal of International Law*.

Membre du Conseil électoral de la chaire Whewell de droit international de l'Université de Cambridge (1994-1998).

Membre du Haut Comité de patronage, Euxodie (Aide internationale aux universités ACP).

Ouvrages juridiques

The Legal System of Guyana (Georgetown, 1973).

Constitutional Development in Guyana, 1621-1978 (Georgetown, 1978).

Precedent in the World Court, Hersch Lauterpacht Memorial Lectures (Cambridge University Press, 1996).

Articles

« The Role of the Lawyer in Developing Guyana » (Georgetown, 1974).

« Towards Industrial Justice in Guyana » (Georgetown, 1974).

« Law Reform in Guyana », *Guyana Bar Association Review*, décembre 1981.

« Refresher Courses: Compulsory or Optional? », *Proceedings of the Commonwealth Law Conference*, Hong Kong, septembre 1983.

« Slavery and Historiographical Rectification », in *Proceedings of the International Round Table to Commemorate the 150th Anniversary of the Abolition of Slavery in the Anglophone Caribbean*, publié par le Guyana Commemoration Committee avec l'aide de l'UNESCO, 1985.

« The ICJ: First Impressions », allocution, Research Centre for International Law, University of Cambridge, février 1991.

« The ICJ: An End to Underemployment », *Proceedings of the American Society of International Law*, avril 1991.

« The ICJ: Selected Aspects », allocution, Columbia University, avril 1991.

« The ICJ: The Integrity of an Idea », in *International Law in Transition, Essays in Memory of Judge Nagendra Singh*, 1992, p. 341.

« The ICJ: The Road to Universality », allocution, Council of Legal Education of the Commonwealth Caribbean, Trinité-et-Tobago, 21 février 1992.

« The International Court of Justice: The View from the West Indies », allocution, Law Association of Trinidad and Tobago, 5 décembre 1992.

« Developing Countries and the Idea of International Law », in *Essays in Honour of Wang Tieya* (sous la direction de R. St. J. Macdonald), 1993, p. 72.

« Municipal Law Reasoning in International Law », in Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice (éd.), *Fifty Years of the International Court of Justice* (Cambridge, 1996), p. 90 à 103.

« The International Court of Justice: Image, Mission, Mandate », The First Taslim Elias Memorial Lecture, Nigerian Society of International Law, 19 mai 1994.

« The Hersch Lauterpacht Memorial Lectures », Cambridge University, novembre 1994.

« The World Court at the Turn of the Century », in A. S. Muller, D. Rai and J. T. Thuránszky (éd.), *The International Court of Justice: Its Future Role After Fifty Years* (La Haye, 1996), p. 3 à 29.

« The Evolution of the Global Legal Framework », in *Boutros Boutros-Ghali, Amicorum Discipulorumque Liber* (Bruxelles, 1998), vol. 1, p. 701 à 724.

Note on Third Party Intervention in International Litigation, *Annuaire de l'Institut de droit international*, session de Berlin, vol. 68-I, 1999 (Paris, 1999), p. 229 à 239.

« Duress in International Humanitarian Law », in *Liber Amicorum, José Maria Ruda* (Kluwer, 2000), p. 563 à 574.

Opinions individuelles ou dissidentes (Cour internationale de Justice)

Plusieurs opinions (en sus de la participation à toutes les décisions).

Opinions individuelles ou dissidentes (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie)

Plusieurs opinions (en sus de la participation à de nombreuses décisions).

Distinctions honorifiques nationales

1988, Order of Excellence (la plus haute distinction honorifique guyanienne).

1980, Order of Roraima (deuxième distinction honorifique guyanienne).

1970, Cacique's Crown of Honour (troisième distinction honorifique guyanienne).

**Stylianides Demetrakis
(Chypre)**

[Original : anglais]

Date de naissance : le 1er mars 1927

Études

Avocat diplômé (Middle Temple).

Expérience

Inscrit au barreau de 1950 à 1965. Devenu magistrat le 1er janvier 1966. Promu juge à la Cour suprême en 1981 et nommé Président de cette cour en 1994. Départ à la retraite en 1995.

Autres renseignements pertinents

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (Conseil de l'Europe) de 1995 à 1999. A participé à des conférences, comités, etc., sur la criminologie et diverses questions touchant la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme. A participé à des conférences de membres de cours constitutionnelles et de tribunaux administratifs.

Thelin Krister
(Suède)

[Original : anglais]

Date de naissance : le 8 décembre 1947

Études

Université de Lund, Suède, Juris Kandidat.

Harvard Law School, Cambridge, MA, États-Unis d'Amérique. Diplôme obtenu : Master of Laws (LL.M) : droit des Nations Unies, droit constitutionnel comparé et procédure internationale.

Connaissances linguistiques

Suédois, anglais (excellentes). Allemand, français (bonnes).

Associations professionnelles : Association des juges suédois, Association suédoise pour la recherche juridique (Président de 1992 à 1998), Comité d'Helsinki (Suède), Commission internationale des juristes et Amnesty International.

Autres qualifications : Carrière de juge et de fonctionnaire, y compris à des postes de haut niveau, depuis 1972. Conseiller en matière de droit humanitaire auprès du commandement militaire de la Suède méridionale (1986-1991).

Fonction actuelle : Président de la cour d'appel de Scania, Malmö (en détachement), Directeur général de la Commission indépendante des médias en Bosnie-Herzégovine (voir <www.imcbih.org>), Président de la Table ronde II (Pacte de stabilité dans les Balkans).

Principales qualifications : Juge de la Haute Cour (procédure internationale), droit humanitaire et droit constitutionnel. Expérience dans les Balkans, essentiellement en Bosnie-Herzégovine, depuis 1997.

Expérience professionnelle

Depuis juillet 1998

Sarajevo, Commission indépendante des médias, Organe suprême de réglementation des médias en Bosnie-Herzégovine. Directeur général, administrateur responsable de la mise en place et du bon fonctionnement d'un organisme de réglementation des médias en Bosnie-Herzégovine à la suite des Accords de Dayton.

Sarajevo, Commission indépendante des médias, organe de contrôle, Président. Règlement des différends en lieu et place des tribunaux de première instance de Bosnie-Herzégovine.

D'octobre 1991 à octobre 1994 et de novembre 1994 à août 1997

Suède, Ministère de la justice, Vice-Ministre de la justice (1991-1994), Président de la Commission du droit (1995-1997). Juge d'appel associé (1984-1989), juge d'appel (1990-1997), Président de la cour d'appel depuis 1998.

Publications : *Code de procédure judiciaire* (coéditeur), projet relatif au droit pénal comparé, New York University School of Law, 1976. Nombreux articles et rapports

sur le droit international, le droit humanitaire et le droit constitutionnel dans des revues juridiques suédoises et d'autres publications. Monographie (en cours de publication) : *Sverige som rättsstat* (La Suède et l'état de droit)

Hobbies : Histoire, tennis et course de fond [10 marathons (1990-1999)].

**Vassylenko Volodymyr
(Ukraine)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 16 janvier 1937 à Kiev

Études, diplômes et autres qualifications

1944-1954	École secondaire V. Belinskiy, Kiev.
1954-1959	Faculté de droit, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev.
1957-1959	Section de langue anglaise, cours de langues étrangères du Ministère ukrainien de l'éducation, Kiev.
1959-1961	Section de langue française, cours de langues étrangères du Ministère ukrainien de l'éducation, Kiev.
1961-1964	Études de troisième cycle universitaire et thèse de droit international public, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev. Obtention du doctorat d'université.
1976-1977	Recherche en vue de l'obtention du doctorat d'État et thèse de droit international public, Université nationale Taras Shevchenko, Kiev. Obtention du doctorat d'État en droit.
1978	Professeur. <i>Doctor juris</i> .
1992	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine.
1995	Nommé « avocat d'Ukraine ».
1997	Remise de l'ordre du Mérite (troisième classe) par le Président de l'Ukraine.

Activités professionnelles

Activités juridiques

1958-1959	Stages de formation professionnelle auprès des tribunaux des districts de Shevchenko et Radiansky, Kiev.
-----------	--

Activités officielles non juridiques

1964-1993	Professeur de droit international public et de droit des organisations internationales à la faculté de droit et à l'Institut des relations internationales et de droit international de l'Université nationale Taras Shevchenko, Kiev.
1972-1993	Conseiller juridique auprès du Ministère ukrainien des affaires étrangères.
1991-1993	Conseiller juridique principal au Verkhovna Rada (Parlement ukrainien).

Autres activités professionnelles

- 1972 Membre de la délégation ukrainienne à la session du Comité du fond des mers.
- 1986 Chef de la délégation ukrainienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales.
- 1987 Représentant de l'Ukraine à la Conférence internationale sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Vice-Président de la Conférence).
- 1993-1995 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès du Royaume de Belgique, du Royaume des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg.
Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Union européenne et du Conseil de coopération nord-atlantique.
- 1995-1998 Ambassadeur chargé de missions au Ministère ukrainien des affaires étrangères.
- 1998 à ce jour Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (depuis le 2 mars 1998).
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès de l'Irlande (depuis le 24 septembre 1998, non résident).
Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation maritime internationale (depuis le 29 juin 1999).

Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- 1964-1993 Professeur de droit relatif aux droits de l'homme et de droit international humanitaire à la faculté de droit et l'Institut de relations internationales et de droit international de l'Université nationale Taras Shevchenko, Kiev.
- 1989 Membre du Comité de rédaction du premier Congrès du Mouvement démocratique populaire ukrainien (Rukh) chargé de l'élaboration du volet droits de l'homme du programme du Rukh.
- 1989-1991 Représentant de l'Ukraine auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.
Chef de la délégation ukrainienne aux quarante-cinquième, quarante-sixième et quarante-septième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.
- 1990-1991 Président du Groupe des Trois créé conformément à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

1991-1993	Membre de la Commission constitutionnelle du Verkhovna Rada (Parlement ukrainien), Coprésident du Groupe de travail de la Commission constitutionnelle chargé de l'élaboration du chapitre de la Convention ukrainienne portant sur les droits et libertés des individus et des citoyens.
1996-1998	Représentant de l'Ukraine auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Chef de la délégation ukrainienne de la cinquante-deuxième à la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.
1991 et 1996	Vice-Président lors des quarante-septième et cinquante-deuxième sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.
1964 à ce jour	Participation à de nombreuses manifestations nationales et internationales – conférences, séminaires et ateliers – portant sur les droits de l'homme et, en particulier, sur la question de l'application des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que de l'alignement de la législation ukrainienne sur les normes du Conseil de l'Europe.

Activités officielles

1989-1991	Membre du Grand Conseil du Mouvement démocratique populaire ukrainien (Rukh).
-----------	---

Autres activités

1972-1992	Membre du Conseil universitaire de l'Institut des relations internationales et du droit international de l'Université nationale Taras Shevchenko, Kiev.
1985-1989	Membre du Comité de rédaction de l' <i>Annuaire soviétique de droit international</i> .
1989-1993, 1995-1998	Membre du Conseil de surveillance de l'Ukrainian-American Renaissance Foundation (George Soros Foundation), Kiev.
1995-1998	Membre du Conseil d'administration de l'Association des avocats ukrainiens.
1994 à ce jour	Membre du Congrès mondial des avocats ukrainiens.
1998 à ce jour	Membre de la British-Ukrainian Law Foundation.

Publications et autres réalisations

1971	<i>Manuel de droit international</i> (rédacteur en chef et coauteur), maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev.
1976	<i>La responsabilité de l'État du fait d'infractions internationales</i> (monographie), maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev.

- 1982 *Les sanctions en droit international* (monographie), maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev.
- 1985 *Aspects juridiques de la participation de la RSS d'Ukraine aux relations internationales* (monographie), maison d'édition Politvydav, Kiev.
- 1986 *Mécanismes de protection de l'ordre public international* (monographie, coauteur), Presse de l'Université de Brno.
- 1988 *Principes de base du droit international* (monographie), maison d'édition Vyshcha Shkola, Kiev.

A publié plus de 70 articles sur le droit international public et la protection constitutionnelle des droits de l'homme.

Connaissances linguistiques

Langue maternelle : Ukrainien.

Autres langues : Anglais, français, polonais, russe.

Vohrah Karam Chand
(Malaisie)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 5 janvier 1937 à Melaka (Malaisie)

Fonctions actuelles : Juge, Président de la Chambre d'appel et des pouvoirs d'exception, Haute Cour de Malaisie, Kuala Lumpur

Postes de juge occupés antérieurement

Juge auprès de la Haute Cour de Malaisie (nommé le 1er février 1986).

Juge auprès de la haute cour (chambre criminelle) de Kuala Lumpur (du 1er février 1986 au 31 décembre 1988).

Juge suppléant auprès de la haute cour de Temerloh (du 1er février 1986 au 31 décembre 1988).

Juge auprès de la haute cour d'Alor Setar (du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1993).

Juge auprès de la haute cour de Shah Alam (du 1er janvier au 31 octobre 1994).

Juge et Président de la chambre civile de la haute cour de Kuala Lumpur (du 1er novembre 1994 au 15 octobre 1995).

Juge et Président de la chambre criminelle de la haute cour de Kuala Lumpur (du 16 octobre 1995 au 31 octobre 1998).

Formation universitaire et professionnelle

Licence de droit (avec mention) (Singapour, 1964).

Maîtrise de droit international et comparé (*cum laude*) (Vrije Universiteit, Bruxelles, 1974) (bourse d'études du Gouvernement belge).

Admis comme avocat et avoué de l'État de Malaisie en 1964, exerce les fonctions d'avocat et d'avoué auprès de la firme Arulanandom et Cie à Ipoh jusqu'au 30 septembre 1965.

A participé au Séminaire de droit international organisé à l'Office des Nations Unies à Genève grâce à une bourse d'études du Gouvernement hollandais (1974).

A suivi une formation à l'Académie de droit international de La Haye (1974).

Expérience dans le domaine de l'enseignement

Cours sur le thème des « coûts » dispensés dans le cadre d'un programme de formation postuniversitaire à l'Université de Malaisie (1970).

Cours sur les lois relatives aux douanes et aux droits d'accise (Royal Customs College de Melaka).

Cours sur les aspects juridiques des finances (National Institute of Public Administration, Civil Service College).

Cours consacrés à certains aspects du droit judiciaire privé, dispensés aux fonctionnaires du Royal Customs Department.

Distinctions honorifiques et récompenses

K.M.N. (1976) (fédéral). J.M.N. (1991) (État de Kedah). D.S.D.K. (1991) (État de Kedah)

Postes occupés antérieurement

Magistrature et bureau du Procureur

Juge de circonscription à Butterworth, pour Butterworth, Bukit Mertajam et Nibong Tebal (du 1er octobre 1965 au 31 janvier 1968).

Président en exercice du tribunal de première instance (Sessions Court) de Butterworth (du 1er mai 1967 au 31 janvier 1968).

Magistrat à Alor Setar, pour Alor Setar, Gurun, Sik et Yan (du 1er février au 30 novembre 1968).

Substitut du Procureur à Kedah, pour Kedah et Perlis (du 1er au 31 décembre 1968).

Substitut du Procureur à Penang (du 1er janvier au 31 mai 1969).

Président du tribunal de première instance (Sessions Court) de Klang, pour Klang, Kuala Selangor et Banting (du 1er juin au 30 septembre 1969).

Président du tribunal de première instance de Kuala Lumpur (du 1er octobre au 31 décembre 1969).

Premier Président par intérim du tribunal de première instance de Kuala Lumpur (du 17 novembre au 31 décembre 1969).

Premier greffier adjoint à la Haute Cour de Kuala Lumpur (du 1er janvier au 31 juillet 1970).

Services consultatifs et services de rédaction

Conseiller juridique et substitut du Procureur au Royal Customs and Excise Department, avant d'aller étudier pendant un an à Bruxelles (doctorat) (du 1er août 1970 au 13 octobre 1974).

Conseiller juridique au Ministère des industries primaires (du 14 octobre 1974 au 31 octobre 1976).

Agent des finances au Ministère des finances (du 1er novembre 1976 au 31 novembre 1980).

Directeur de la Division consultative du Cabinet du Procureur général (du 1er décembre 1980 au 31 janvier 1986).

Rédacteur parlementaire suppléant (du 30 juillet au 15 septembre 1984).

Participation à des négociations et à des conférences

A participé à diverses négociations relatives aux prêts consortiaux de la Banque mondiale (Washington), de la Banque asiatique de développement (Manille) et du

Fonds du Koweït pour le développement économique des pays arabes (Koweït), et aux émissions obligataires (Japon, Suisse et Pays-Bas).

A participé à plusieurs réunions de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en qualité de membre de la délégation malaisienne, à New York et à Genève, et aux travaux de la Première Commission et du Groupe des 77.

A participé aux négociations relatives au cinquième accord international sur l'étain (à Genève et à Londres), aux travaux de l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (à Kuala Lumpur et à Jakarta) et à d'autres réunions consacrées à divers accords sur les produits de base.

A participé à la rédaction du texte de l'Accord international sur le caoutchouc naturel relatif à la stabilisation des cours lors de la Réunion de Jakarta (1977).

Président du Comité de discipline du quatrième Conseil international de l'étain, chargé d'enquêter sur les agissements du directeur du stock régulateur (Genève et Londres).

A participé avec le Procureur général à diverses réunions du Comité consultatif juridique Afrique-Asie (Sri Lanka, Kuala Lumpur et Tokyo).

A participé en qualité de représentant de la Malaisie à la Réunion d'experts sur la confiscation du produit du trafic illicite de drogues (Vienne, novembre 1984), et a été invité par l'ONU à préparer le rapport du deuxième Groupe d'experts sur la question.

A participé à la 31^e séance de la Commission des stupéfiants (Vienne, février 1985) en qualité de membre de la délégation malaisienne.

A participé avec le Procureur général au Séminaire juridique asiatique sur la création d'un comité intergouvernemental des droits de l'homme dans le Pacifique Sud (Fidji, avril 1985).

A participé à la onzième conférence triennale de l'Association des magistrats et juges du Commonwealth (Le Cap, Afrique du Sud, 25 octobre-1^{er} novembre 1997).

*Fonctions de représentant du Procureur général
auprès des comités du Gouvernement et d'autres organes
avant d'être nommé juge de la Haute Cour*

Comité de lutte contre le trafic de drogues dangereuses (Conseil national de sécurité).

Comité des produits de base du Cabinet.

Comité permanent du Conseil des examens d'entrée dans la fonction publique.

Comité chargé d'étudier le pourcentage de promotions au sein de la fonction publique.

Autorité malaisienne des autoroutes.

Autres instances

Membre du Jury d'examen en vertu de la loi de 1976 relative à la profession judiciaire (1981-1983).

Membre du Conseil consultatif des cours et examens spéciaux pour le brevet d'enseignement juridique (Certificate of Legal Education) (1993-1996).

Président de l'association de parents d'élèves de l'école secondaire du Couvent Bukit Nanas (Kuala Lumpur) (1994-1997).

Membre du Conseil d'administration de l'école secondaire du Couvent Bukit Nanas (Kuala Lumpur).

Examineur extérieur à la faculté de droit de l'Université de Malaisie.

Publications

Administration des finances publiques en Malaisie : droit constitutionnel et autres aspects juridiques : rapport sur les séminaires consacrés à l'administration des finances, haut fonctionnaire de l'État (National Institute of Public Administration), p. 109.

Confiscation du produit du trafic illicite de drogues : réflexions sur l'action future à mener en Malaisie, *Bulletin des stupéfiants*, vol. XXXVI, No 4, (publication des Nations Unies).

Arrêts

Auteur de plusieurs centaines d'arrêts et de plus de 200 jugements concernant divers aspects du droit, écrits en sa qualité de magistrat de la Haute Cour ou de juge coopté de la cour d'appel, qui ont été publiés dans différentes revues de droit (*Malaysian Law Journal*, *Current Law Journal* et *All Malaysia Reports*).
